



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

LE 29 AVRIL 2019

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL** tenue à la salle Kamouraska du centre socioculturel Anne-Hébert ce 29 avril 2019 à 19 h 30.

Sont présents :           Monsieur le conseiller Claude Phaneuf  
                                  Monsieur le conseiller Sylvain Ferland  
                                  Madame la conseillère Julie Guilbeault  
                                  Madame la conseillère Nathalie Laprade  
                                  Madame la conseillère Josée Lampron  
                                  Monsieur le conseiller Martin Chabot

Formant quorum sous la présidence du maire

Sont aussi présents :    Monsieur le directeur général et greffier Marcel Grenier  
                                  Madame la greffière adjointe Isabelle Bernier  
                                  Monsieur le directeur des services techniques et directeur  
                                  général adjoint Martin Careau

**ORDRE DU JOUR**

- 1. RECUEILLEMENT, OUVERTURE DE LA SÉANCE ET CONSTATATION DU QUORUM**
  - 1.1 Constatation du quorum et reprise de la séance
- 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL**
  - 3.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 8 avril 2019
- 4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE**
  - 4.1 Dépôt des procès-verbaux du Comité de toponymie
  - 4.2 Approbation des comptes à payer de plus de 2 500 \$
  - 4.3 Dépôt de la liste des engagements financiers
- 5. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT**
  - 5.1 Demande de permis d'enseigne : 150, rue Clément-Paquet
  - 5.2 Amendement au permis de construction numéro 2014-0441 : 5223, route de Fossambault
  - 5.3 Assemblée de consultation concernant le projet de règlement numéro APR-137-2019 : aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à modifier la localisation des aires de chargement et de déchargement
  - 5.4 Adoption d'un avant-projet de règlement: aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à ajouter la terminologie pour le mot « mini-entrepôts », ajouter cet usage à la classe « IA » et créer la « Note 9 » apportant des précisions sur l'usage « mini-entrepôts » et l'insérer dans les grilles de spécifications des zones 36-I et 83-I
  - 5.5 Adoption d'un second projet de règlement : aux fins de modifier le Règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à autoriser l'usage « CG : Restaurant /Bar » dans la zone « 117-C »
  - 5.6 Adoption du règlement final : Règlement aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à introduire des dispositions relatives à l'ouverture de nouvelles rues à l'extérieur du périmètre urbain
  - 5.7 Adoption du règlement final : Règlement aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à :
    - ajouter la terminologie pour le mot « Cannabis »;
    - ajouter la classe d'usage « Cj : Vente de cannabis » et l'autoriser dans les zones 40-C et 84-C;



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

- Ajouter la classe d'usage « If : Transformation de cannabis » et l'autoriser dans les zones 36-I et 83-I
- 5.8 Adoption du règlement final : Règlement aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à :
  - Créer la nouvelle zone 158-A à partir de la zone 92-A ;
  - Ajouter la classe d'usage « Ac : Production de cannabis » et l'autoriser dans la zone 158-A
- 5.9 Avis de motion concernant un projet de règlement concernant la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés
- 5.10 Dépôt du projet de règlement intitulé : Règlement harmonisé sur la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés
- 6. HYGIÈNE DU MILIEU**
- 6.1 Aucun
- 7. PARCS ET BÂTIMENTS**
- 7.1 Autorisation de travaux : Allées de pétanque intérieure Maison des Aînés
- 7.2 Approuver une directive de changement : Réfection de la toiture du garage municipal
- 7.3 Mandater deux firmes pour la préparation des plans et devis : Aménagement d'une salle de conseil permanente et des bureaux du Service des sports, loisirs, culture et vie communautaire
- 7.4 Autorisation de dépenses : Ajout d'une installation électrique au Parc du Grand-Héron
- 7.5 Autorisation de travaux : Ouverture entre les salles Un Habit de lumière et Le Premier Jardin, pour agrandir l'espace dédié au Cercle de Fermières
- 8. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**
- 8.1 Aucun
- 9. SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- 9.1 Autorisation de signature : Entente intermunicipale en matière de sécurité civile
- 9.2 Autorisation d'embauche : Préventionniste pompier-premier répondant - Contrat à durée déterminée
- 10. SPORTS, LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE**
- 10.1 Autorisation d'affichage : Société d'horticulture et d'écologie de la Jacques-Cartier
- 10.2 Autorisation d'utilisation gratuite du Parc du Grand-Héron : Défi des héros de la Fondation Rêves d'enfants
- 10.3 Autorisation de demande de subvention : Programme de développement des collections des bibliothèques autonomes 2019-2020 du ministère de la Culture et des Communications
- 10.4 Amendement de la résolution numéro 168-2019 : Autorisation de dépense pour la Fête nationale 2019
- 10.5 Autorisation d'achat : Cabanon pour les événements
- 10.6 Libération de la retenue et paiement final à la compagnie Jambette : Jeux du Parc du Grand-Héron
- 10.7 Entérinement d'un engagement : Préposée à l'accès aux locaux
- 10.8 Reconnaissance d'un organisme : Ligue de quilles Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier
- 10.9 Rejet de soumissions : Réfection des terrains de tennis
- 10.10 Autorisation du paiement numéro 2 : Œuvre d'art bibliothèque
- 10.11 Autorisation demande de subvention : Fonds de soutien aux marchés publics de la MRC de La Jacques-Cartier
- 11. TRANSPORT**
- 11.1 Mandater un laboratoire pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux : Réfection de la route de la Jacques-Cartier et de la rue Vanier
- 11.2 Réception définitive des travaux : Travaux de pavage 2017
- 11.3 Avis de motion concernant un règlement modifiant le règlement relatif au stationnement numéro 891-2003 de façon à ajouter les interdictions de déplacer une signalisation temporaire et interdire le stationnement lorsqu'une signalisation temporaire l'indique



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

- 11.4 Dépôt du projet de règlement intitulé : Premier projet de règlement aux fins de modifier le règlement relatif au stationnement numéro 891-2003 de façon à ajouter les interdictions de déplacer une signalisation temporaire et interdire le stationnement lorsqu'une signalisation temporaire l'indique
- 11.5 Autorisation de dépenses : Réparation du tracteur New Holland
- 11.6 Lecture du certificat des personnes habiles à voter : Règlement numéro 1460-2019 décrétant une dépense et un emprunt de 1 100 000 \$ pour l'achat de machinerie et d'équipement pour les Travaux publics de la ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier
- 12. AUTRES SUJETS**
- 12.1 Aucun
- 13 PÉRIODE DE QUESTIONS**
- 14 CLÔTURE DE LA SÉANCE**

L'expression « **ADOPTÉE** » signifie que tous les conseillers présents ont voté en faveur de la proposition, « **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ** » signifie que tous les conseillers et le maire ont voté en faveur de la proposition alors que l'expression « **ADOPTÉE À LA MAJORITÉ** » signifie que malgré qu'un ou plusieurs conseillers aient voté contre la proposition, la majorité de vote en faveur de la proposition a quand même été atteinte.

**RECUEILLEMENT, OUVERTURE DE LA SÉANCE  
ET CONSTATATION DU QUORUM**

Le quorum étant constaté, la séance d'avril est reprise.

**204-2019 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Claude Phaneuf  
**ET RÉSOLU** d'adopter l'ordre du jour en modifiant au point 5.8 le titre pour : retrait du règlement.

**ADOPTÉE**

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL**

**205-2019 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 8 AVRIL 2019**

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Claude Phaneuf  
**ET RÉSOLU** d'adopter le procès-verbal de la séance du 8 avril 2019 comme il a été déposé.

**ADOPTÉE**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**DÉPÔT DES PROCÈS-VERBAUX DU COMITÉ DE TOPONYMIE**

Monsieur le conseiller Claude Phaneuf dépose, aux membres du conseil, les procès-verbaux des rencontres du groupe de travail sur la toponymie tenues les 22 octobre 2018 et 9 avril 2019.

**206-2019 APPROBATION DES COMPTES À PAYER DE PLUS DE 2 500 \$**

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Martin Chabot  
**ET RÉSOLU** d'approuver la liste des comptes à payer au 31 mars 2019, laquelle totalise la somme de 77 752,74 \$ et d'autoriser la trésorière à faire les versements aux fournisseurs.

**ADOPTÉE**



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT**

**207-2019 DEMANDE DE PERMIS D'ENSEIGNE : 150, RUE CLÉMENT-PAQUET**

**ATTENDU** la demande de permis d'enseigne au 150, rue Clément-Paquet, en date du 8 avril 2019;

**ATTENDU** que l'immeuble, situé dans la zone 36-I, est assujéti au règlement sur les PIIA;

**ATTENDU** que les critères d'analyse au PIIA sont satisfaits ou non applicables;

**ATTENDU** le rapport de madame la conseillère en urbanisme Rosalie Laroche, en date du 11 avril 2019;

**ATTENDU** la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** de délivrer le permis d'enseigne à monsieur Jonathan Brodeur pour la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf pour l'enseigne au 150, rue Clément-Paquet.

**ADOPTÉE**

**208-2019 AMENDEMENT AU PERMIS DE CONSTRUCTION NUMÉRO 2014-0441 : 5223, ROUTE DE FOSSAMBAULT**

**ATTENDU** la demande d'amendement au permis de construction numéro 2014-0441 au 5223, route de Fossambault, en date du 3 avril 2019 afin de construire deux cabanons;

**ATTENDU** que cet amendement est assujéti au règlement sur les PIIA;

**ATTENDU** que les critères d'analyse au PIIA sont rencontrés ou non applicables;

**ATTENDU** le rapport de madame la conseillère en urbanisme Rosalie Laroche, en date du 11 avril 2019;

**ATTENDU** la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Sylvain Ferland  
**ET RÉSOLU** d'autoriser l'amendement au permis de construction numéro 2014-0441, et ainsi délivrer le permis de construction de deux bâtiments complémentaires suite à la demande déposée par monsieur Simon Larouche pour la Société Immobilière ML, au 5223, route de Fossambault.

**ADOPTÉE**

**ASSEMBLÉE DE CONSULTATION CONCERNANT LE PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO APR-137-2019 : AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À MODIFIER LA LOCALISATION DES AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT**

Conformément à l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, monsieur le maire Pierre Dolbec préside l'assemblée de consultation sur le projet de règlement numéro APR-137-2019 aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à modifier la localisation des aires de chargement et de déchargement.

À la demande de monsieur le maire Pierre Dolbec, monsieur le directeur des Services techniques et directeur général adjoint Martin Careau, conformément à l'article 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, explique le projet de règlement et les conséquences de l'adoption ou de l'entrée en vigueur d'un tel règlement.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

Le président entend les personnes et organismes qui désirent apporter des commentaires relativement à ce projet de règlement.

Conformément à l'article 109.4 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, monsieur le directeur général et greffier Marcel Grenier explique que ce projet de règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire. Il explique la nature et les modalités d'exercice du droit de certaines personnes de demander, conformément à cette loi, que ce règlement soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter.

209-2019

**ADOPTION D'UN AVANT PROJET DE RÈGLEMENT : AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À AJOUTER LA TERMINOLOGIE POUR LE MOT « MINI-ENTREPÔTS », AJOUTER CET USAGE À LA CLASSE « IA » ET CRÉER LA « NOTE 9 » APPORTANT DES PRÉCISIONS SUR L'USAGE « MINI-ENTREPÔTS » ET L'INSÉRER DANS LES GRILLES DE SPÉCIFICATIONS DES ZONES 36-I ET 83-I**

**ATTENDU** la nécessité d'encadrer les activités de types « mini-entrepôts » dans le parc industriel de la Ville;

**ATTENDU** la recommandation du service de l'urbanisme;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade

**ET RÉSOLU** que ce conseil adopte le premier projet de règlement : aux fins de modifier le règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à ajouter la terminologie pour le mot « mini-entrepôts », ajouter cet usage à la classe « IA » et créer la « Note 9 » apportant des précisions sur l'usage « mini-entrepôts » et l'insérer dans les grilles de spécifications des zones 36-I et 83-I.

**Projet de règlement numéro APR-145-2019**

**ARTICLE 1** Le présent projet de règlement est intitulé :

PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO APR-145-2019 AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À :

- Ajouter la terminologie pour le mot « mini-entrepôts »;
- Ajouter cet usage à la classe « la »;
- Créer la « Note 9 » apportant des précisions sur l'usage « mini-entrepôts » et l'insérer dans les grilles des spécifications des zones 36-I et 83-I.

**ARTICLE 2** L'article 1.6 est modifié en ajoutant entre la définition « Milieu humide » et la définition « Mur de soutènement » le mot et la définition suivante :

**« Mini-entrepôts**

Locaux d'entreposage dans lesquels le grand public ou les entreprises peuvent entreposer leurs objets pour une période indéterminée. »

**ARTICLE 3** L'article 2.2.3.1 est modifié en ajoutant le paragraphe 12 à la suite du paragraphe 11 du troisième alinéa de la façon suivante :

« 12° Mini-entrepôts »

**ARTICLE 4** Les grilles des spécifications des zones 36-I et 83-I sont modifiées de la façon suivante :

- L'expression « N9 » est ajoutée à la ligne « Notes ».

Copie conforme des grilles des spécifications, après avoir été paraphées par M. le maire et M. le directeur général et greffier aux fins d'identification, sont jointes au présent règlement à l'annexe A.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 5** La section « Notes aux règlements et faisant partie intégrante des grilles des spécifications » est modifiée de façon à ajouter, après la « Note 8 », la note suivante :

« Note 9 L'espace voué à l'usage mini-entrepôts ne doit pas occuper plus de 35 % de la superficie de plancher du bâtiment principal, le reste de l'occupation devant l'être par tout autre usage autorisé dans la zone. »

**ARTICLE 6** Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER  
CE 29<sup>E</sup> JOUR DU MOIS D'AVRIL DEUX MILLE DIX-NEUF

\_\_\_\_\_  
MAIRE

\_\_\_\_\_  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ET GREFFIER

ADOPTÉE

210-2019

**ADOPTION D'UN SECOND PROJET DE RÈGLEMENT : AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À AUTORISER L'USAGE « CG : RESTAURANT/BAR » DANS LA ZONE « 117-C »**

**ATTENDU** qu'un premier projet de règlement numéro APR-130-2019 a été adopté lors de la séance du conseil municipal tenue le 11 mars 2019;

**ATTENDU** qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 8 avril 2019 à la salle Kamouraska du Centre socioculturel Anne-Hébert et que lors de cette assemblée, monsieur le maire Pierre Dolbec, assisté de madame la conseillère en urbanisme Rosalie Laroche, conformément à l'article 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, a expliqué le projet de règlement, les conséquences de son adoption et a entendu les personnes et organismes qui désiraient s'exprimer;

**ATTENDU** qu'un avis de motion de la présentation du présent règlement a été donné lors de la séance de ce conseil tenue le 25 mars 2019;

**ATTENDU** que les procédures prévues à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* ont été respectées;

**ATTENDU** qu'aucune modification n'a été effectuée entre le premier projet et le second projet;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade

**ET RÉSOLU** d'adopter le second projet de règlement : aux fins de modifier le Règlement de zonage numéro 1259-2014 de façon à autoriser l'usage « CG : Restaurant/Bar » dans la zone « 117-C ».

**Projet de règlement numéro SPR-146-2019**

**ARTICLE 1** Le présent projet de règlement est intitulé :

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO SPR-146-2019 AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À :

- Autoriser l'usage « Cg : Restaurant/Bar » dans la zone « 117-C ».



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

**ARTICLE 2** La grille des spécifications faisant partie intégrante du règlement de zonage numéro 1259-2014, du règlement relatif aux permis et certificats numéro 1268-2015 et du règlement de lotissement numéro 1260-2014 reproduite sous la cote « Annexe 2 » du règlement de zonage numéro 1259-2014 est modifiée de la manière suivante :

- En ajoutant, pour la zone « 117-C », un « O » à la classe d'usage « Cg : Restaurant/Bar ».

Copie conforme de la grille des spécifications, après avoir été paraphée par M. le maire et M. le directeur général et greffier aux fins d'identification est jointe au présent règlement à l'Annexe A.

**ARTICLE 3** Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER  
CE 29<sup>E</sup> JOUR DU MOIS D'AVRIL DEUX MILLE DIX-NEUF

MAIRE

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ET GREFFIER

ADOPTÉE

211-2019

**ADOPTION DU RÈGLEMENT FINAL : RÈGLEMENT AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À INTRODUIRE DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUVERTURE DE NOUVELLES RUES À L'EXTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE URBAIN**

**ATTENDU** qu'un premier projet de règlement numéro APR-132-2019 a été adopté lors de la séance du conseil municipal tenue le 11 mars 2019;

**ATTENDU** qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 8 avril 2019 à la salle Kamouraska du Centre socioculturel Anne-Hébert et que lors de cette assemblée, monsieur le maire Pierre Dolbec, assisté de madame la conseillère en urbanisme Rosalie Laroche, conformément à l'article 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, a expliqué le projet de règlement, les conséquences de son adoption et a entendu les personnes et organismes qui désiraient s'exprimer;

**ATTENDU** qu'un avis de motion de la présentation du présent règlement a été donné lors de la séance de ce conseil tenue le 11 mars 2019;

**ATTENDU** qu'à la suite de cette consultation, un second projet de règlement numéro SPR-140-2019 a été adopté à l'assemblée régulière du conseil tenue le 8 avril 2019;

**ATTENDU** que ce règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire;

**ATTENDU** que le présent règlement est réputé approuvé par les personnes habiles à voter;

**ATTENDU** que les procédures prévues à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* ont été respectées;

**ATTENDU** que monsieur le directeur des Services techniques et directeur général adjoint Martin Careau a précisé qu'aucune modification n'a été effectuée entre le premier projet et le second projet;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** d'adopter le présent règlement.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**Règlement numéro 1466-2019**

**ARTICLE 1** Le présent règlement est intitulé :

RÈGLEMENT NUMÉRO 1466-2019 AUX FINS DE MODIFIER LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À :

- Introduire des dispositions relatives à l'ouverture de nouvelles rues à l'extérieur du périmètre urbain.

**ARTICLE 2** L'article 2.4 est ajouté après l'article 2.3.1 et se lit de la façon suivante :

**« 2.4 DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUVERTURE DE  
NOUVELLES RUES HORS DU PÉRIMÈTRE URBAIN**

Malgré toute disposition inconciliable du présent règlement, le nombre total de logements permis sur un terrain desservi par une rue à l'extérieur du périmètre d'urbanisation et pour laquelle un permis de lotissement a été délivré après le (18 avril 2019) ne peut excéder 150, et ce, pour l'ensemble des rues ayant fait l'objet d'un tel permis. »

**ARTICLE 3** Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER  
CE 29<sup>E</sup> JOUR DU MOIS D'AVRIL DEUX MILLE DIX-NEUF.

\_\_\_\_\_  
MAIRE

\_\_\_\_\_  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ET GREFFIER

ADOPTÉE

212-2019

**ADOPTION DU RÈGLEMENT FINAL : RÈGLEMENT AUX FINS DE MODIFIER LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À : AJOUTER LA  
TERMINOLOGIE POUR LE MOT « CANNABIS »; AJOUTER LA CLASSE D'USAGE  
« CJ : VENTE DE CANNABIS » ET L'AUTORISER DANS LES ZONES 40-C ET 84-C;  
AJOUTER LA CLASSE D'USAGE « IF : TRANSFORMATION DE CANNABIS » ET  
L'AUTORISER DANS LES ZONES 36-I ET 83-I**

**ATTENDU** que des demandes valides pour participer à un référendum ont été reçues par la zone concernée ainsi qu'une des zones contiguës;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade

**ET RÉSOLU** de retirer le projet de règlement numéro SPR-136-2019 et d'arrêter en conséquence les procédures d'approbation dudit projet de règlement.

ADOPTÉE

213-2019

**RETRAIT DU RÈGLEMENT : RÈGLEMENT AUX FINS DE MODIFIER LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1259-2014 DE FAÇON À : CRÉER LA  
NOUVELLE ZONE 158-A À PARTIR DE LA ZONE 92-A; AJOUTER LA CLASSE  
D'USAGE « AC : PRODUCTION DE CANNABIS » ET L'AUTORISER DANS LA ZONE  
158-A**

**ATTENDU** que des demandes valides pour participer à un référendum ont été reçues par la zone concernée ainsi qu'une des zones contiguës;





VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** de retirer le projet de règlement numéro SPR-136-2019 et d'arrêter en conséquence les procédures d'approbation dudit projet de règlement.

**ADOPTÉE**

**AVIS DE MOTION CONCERNANT UN PROJET DE RÈGLEMENT CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES PROPRIÉTÉS**

Madame la conseillère Nathalie Laprade donne avis de la présentation à une séance ultérieure d'un règlement concernant la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés.

**DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ : RÈGLEMENT HARMONISÉ SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES PROPRIÉTÉS**

Madame la conseillère Nathalie Laprade dépose le projet de règlement intitulé : Règlement harmonisé sur la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés.

**Projet de règlement numéro APR-147-2019**

**CHAPITRE 1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES INTERPRÉTATIVES ET TRANSITOIRES**

---

**SECTION 1.1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES**

---

**ARTICLE 1.1.1. PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**ARTICLE 1.1.2. TITRE**

Le présent règlement est intitulé : « Règlement harmonisé sur la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés ».

**ARTICLE 1.1.3. OBJET DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement comporte différentes règles visant à assurer la sécurité, la quiétude et la qualité de vie des résidents des municipalités comprises sur le territoire de la MRC de La Jacques-Cartier.

Ce règlement a pour objectif d'assurer une application uniforme et efficace de différentes règles de vie par les **agents de la paix** et d'éviter l'incompatibilité et la pluralité de règlements portant sur un même sujet sur le territoire des **municipalités** faisant partie de l'entente relative à la fourniture des services de police par la Sûreté du Québec conclue entre la MRC de La Jacques-Cartier et le ministre de la Sécurité publique.

**ARTICLE 1.1.4. VALIDITÉ**

Le présent règlement est adopté dans son ensemble, chapitre par chapitre, section par section, article par article, paragraphe par paragraphe ou alinéa par alinéa, de manière à ce que si un chapitre, section, article, paragraphe ou alinéa de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul, les dispositions du présent règlement continueront de s'appliquer.

**ARTICLE 1.1.5. PRÉSÉANCE DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement a préséance sur tout règlement ou disposition réglementaire en vigueur sur le territoire de la **Municipalité** visant le même objet.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 1.1.6. DISPOSITIONS NON CONTRADICTOIRES**

Les dispositions du présent règlement ne doivent pas être interprétées comme restreignant l'application des dispositions du **Code de la sécurité routière** ou du **Code criminel** ou de toute autre **Loi fédérale** ou **Loi provinciale**.

**ARTICLE 1.1.7. MISE À JOUR**

Les modifications apportées à toutes lois ou règlements auxquels réfèrent le présent règlement en font partie intégrante.

**SECTION 1.2. DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES**

---

**ARTICLE 1.2.1. TITRES**

Les titres des articles du présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte et les titres, le texte prévaut.

**ARTICLE 1.2.2. TEMPS DE VERBE**

Quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition, cette disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer.

**ARTICLE 1.2.3. DÉSIGNATION**

Dans le présent règlement lorsqu'un pouvoir, une autorité, une compétence ou une responsabilité est attribué à un fonctionnaire désigné, un membre de la Sûreté du Québec, un **contrôleur** ou toute autre **personne** autorisée et désignée, il doit être interprété que ce pouvoir, autorité, compétence ou responsabilité est également dévolu aux remplaçants de ces personnes autorisées.

**ARTICLE 1.2.4. DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent ou à moins qu'il y ait une disposition interprétative particulière dans un chapitre, les mots employés ont la signification ci-après mentionnée. À défaut de définition précisée, les expressions et termes devront être interprétés selon leur sens commun.

**« Activités »**

Tout événement réalisé et tenu sur le territoire de la **Municipalité** notamment : assemblées, parades, manifestations, compétitions, défilés, spectacles, représentations, activités sportives ou théâtrales ou autres démonstrations du même genre.

**« Agent de la paix »**

Tout membre de la Sûreté du Québec (SQ) responsable de l'application du présent règlement dans le cadre de sa mission, agissant sur le territoire de la **Municipalité** dans le cadre d'une entente visant à faire respecter les règlements municipaux sur le territoire ainsi que sur tout autre territoire où la **Municipalité** a compétence et juridiction.

**« Animal domestique »**

Tout **animal domestique** qui vit auprès de l'être humain pour l'aider ou le distraire. De façon non limitative, sont considérés comme animaux domestiques les animaux suivants : le chien, le chat, le hamster, le lapin, le furet, le cochon d'Inde, la souris, l'oiseau.

**« Animal errant »**

Tout animal qui n'est pas sous le contrôle immédiat de son **gardien** et qui est à l'extérieur de la propriété de celui-ci.



PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

« **Animal exotique** »

Tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce ne se retrouve pas à l'état naturel au Canada. De façon non limitative, sont considérés comme animaux exotiques les animaux suivants : tarentule, scorpion, lézard, singe, serpent.

« **Animal de ferme** »

Tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce se retrouve dans une ferme ou **animal sauvage** qui a été domestiqué pour son travail. De façon non limitative, sont considérés comme animaux de ferme les animaux suivants : poule, coq, vache, veau, bœuf, chèvre, cheval, cochon, bovin, caprin, porc.

« **Animal sauvage** »

Tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce n'a pas été apprivoisée par l'être humain et qui normalement peut être trouvé dans les forêts du Canada.

« **Arme blanche** »

Toute arme dont l'action perforante, tranchante ou brisante n'est due qu'à la force humaine ou tout objet, appareil, engin qui pourrait servir à attaquer (arme offensive) ou à se défendre (arme défensive).

« **Arme à feu** »

Toute arme permettant d'envoyer à distance tout projectile, de tirer des plombs ou des balles, pouvant causer des lésions corporelles graves ou la mort à un être vivant. Toute arme expulsant des balles en acier grâce à un processus de déflagration ou par l'action de la combustion d'une charge propulsive.

« **Appareil mobile** »

Comprend les téléphones cellulaires, les montres intelligentes, les tablettes électroniques, les ordinateurs portables, les équipements analogues dotés d'une ou de plusieurs fonctions pouvant prendre des photographies ou effectuer des enregistrements audio ou vidéo.

« **Assemblée publique** »

Toute réunion des membres d'un corps délibérant, séance d'un **conseil** municipal, d'un **conseil** de MRC, d'une audience d'un tribunal judiciaire ou toute autre réunion de **personnes** dans un même lieu public.

« **Broussaille** »

Toute végétation touffue composée notamment d'arbustes rabougris. Elle comprend d'une façon non limitative les épines, les ronces, les grandes herbes, les arbustes ou toutes autres plantes qui croissent en désordre.

« **Bruit** »

Tout son ou ensemble de sons, harmonieux ou non, perceptibles par l'ouïe.

« **Cannabis** »

Aux fins du présent règlement, « cannabis » a le sens que lui donne la *Loi sur le cannabis* (L.C. 2018, c16).

« **Carcasse de véhicule** »

Tout **véhicule**, **véhicule lourd**, **véhicule-outil**, moto, remorque, motoneige ou bateau, immatriculé ou non, qui sont hors d'usage ou dépourvus d'une ou plusieurs pièces essentielles à leur fonctionnement, notamment le moteur, la transmission, un train de roues, un élément de direction ou de freinage. Est aussi considéré comme étant une **carcasse de véhicule**, un **véhicule** de course accidenté.

« **Chien de garde** »

Tout chien dressé ou utilisé pour assurer la garde et qui attaque un intrus à vue ou sur ordre.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

« **Chien dangereux** »

Tout chien qui remplit une des conditions suivantes :

- 1- Il a mordu ou attaqué une **personne** ou un animal.
- 2- Alors qu'il se trouvait à l'extérieur du terrain où est situé le bâtiment dans lequel il vit habituellement ou celui occupé par son **gardien** ou qu'il se trouvait à l'extérieur du véhicule de son **gardien**, il a manifesté de l'agressivité envers une **personne** en grondant, en montrant les crocs, en aboyant féroce ou en agissant de toute manière qui indique qu'il pourrait mordre ou attaquer.

« **Chien guide** »

Tout chien qui est élevé ou qui a été élevé et dressé spécifiquement pour assister, guider et venir en aide à une **personne** atteinte d'une incapacité physique, telle que la cécité ou la surdité, ou un autre handicap, que l'animal peut aider dans ses déplacements, ou un chien d'assistance notamment pour une **personne** à mobilité réduite.

« **Colportage** »

Le fait, pour une **personne**, de porter ou de transporter avec elle des objets, effets ou marchandises, et d'offrir de les vendre ou d'offrir des services ou encore de solliciter un don.

« **Commerce itinérant** »

Le fait, pour un commerçant, en **personne** ou par un représentant, ailleurs qu'à son adresse, de solliciter un consommateur en vue de conclure un contrat ou de lui vendre un produit ou un service.

« **Cours d'eau** »

Tous les **cours d'eau** ainsi que les fossés de drainage et les bassins d'eau.

« **Conseil** »

Le **conseil** municipal de la **Municipalité**.

« **Contrôleur** »

Toute **personne** nommée par la **Municipalité**, confiant le contrôle des animaux sur son territoire.

« **Déchets** »

Tout résidu solide, liquide ou gazeux provenant d'activités industrielles, commerciales, agricoles ou résidentielles, détritiques, ordures ménagères, lubrifiant usagé, produit pétrolier, débris de démolition, rebut pathologique, cadavre d'animal, **carcasse de véhicule**, rebut radioactif, contenant vide et rebut de toute nature.

« **Directeur général** »

Le **directeur général** de la **Municipalité** ou son représentant dûment désigné.

« **Endroit privé** »

Tout endroit qui n'est pas un **endroit public**.

« **Employé municipal** »

Toute **personne** physique, fonctionnaire ou employé de la **Municipalité** et de la MRC.

« **Endroit public** »

Lieu destiné au public et/ou accessible au public dont notamment, mais non limitativement, toute **voie publique**, **parc**, piste de ski et/ou raquette, aréna, cimetière, piscine, école, église, estrade, terrain de jeux, centre communautaire ou



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

de loisirs, édifice municipal ou gouvernemental, clinique médicale, restaurant, bar, **cours d'eau**, descente de bateau.

« **Entraver** »

Gêner, embarrasser dans ses mouvements ou ses actes de façon à créer un empêchement ou un inconfort à quelqu'un.

« **Flâner** »

Le fait de se promener ou de se tenir immobile sans but, de rôder, dans un **endroit public** ou privé, ou de nuire, de gêner ou de perturber la libre circulation des **personnes** ou des véhicules ou empêcher ou nuire au libre usage d'un bien public.

« **Fonctionnaire désigné** »

Tout employé municipal et autre personne désignée par résolution de la **Municipalité**.

« **Fumer** »

Vise également l'usage d'une pipe, d'un bong, d'une cigarette électronique ou tout autre dispositif de cette nature.

« **Gardien** »

Toute **personne propriétaire** d'un animal, qui a la garde ou l'accompagne, qui a obtenu une licence, si applicable, ou le **propriétaire**, l'occupant, le locataire de l'immeuble ou du logement ou vit l'animal, qui donne refuge, qui nourrit ou qui entretient un animal ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une **personne** mineure qui est **propriétaire**, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal.

« **Lieu protégé** »

Tout terrain, construction ou ouvrage protégé par un système d'alarme.

« **Mendier** »

Solliciter quelque chose humblement ou avec insistance.

« **Municipalité** »

Municipalité, comprend municipalité et ville de la MRC de La Jacques-Cartier.

« **Parc** »

Signifie les **parcs** qui sont sous la juridiction de la **Municipalité** et comprend tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos, de détente, de jeu ou de sport, ou pour toute autre fin similaire, dont les sentiers multifonctionnels et les cours d'école, mais ne comprend pas les **voies publiques**, et autres endroits dédiés à la circulation de **véhicules**.

« **Personne** »

Toute **personne** physique ou morale, y compris une compagnie, un syndicat, une société ou tout regroupement ou association d'individus, ayant un intérêt dans un logement ou dans un immeuble résidentiel en tant que **propriétaire**, copropriétaire, créancier hypothécaire, exécuteur testamentaire ou autres. Comprend également le **gardien**, le locataire ou l'occupant lorsque la situation l'impose.

« **Passage pour écoliers/piétons** »

Toute partie d'un chemin destinée à la circulation des **écoliers/piétons** et identifiée comme telle par des signaux de circulation ou de la partie d'une **voie publique** comprise entre le prolongement imaginaire des trottoirs à une intersection.

« **Périmètre d'urbanisation** »

Périmètre délimitant le milieu urbain identifié au plan d'urbanisme de la **Municipalité**.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

« **Piéton** »

**Personne** qui circule à pied.

« **Propriétaire** »

Tout **propriétaire** d'un immeuble tel qu'inscrit au rôle d'évaluation foncière en vigueur de la **Municipalité**.

« **Propriétaire d'un véhicule** »

Toute **personne** au nom de laquelle un **véhicule** est inscrit au registre de la *Société d'assurance automobile du Québec*.

« **Stationné** »

Le fait pour un **véhicule**, occupé ou non, d'être immobilisé sur une **voie publique** pour un motif autre que celui de satisfaire aux exigences de la circulation, de charger ou de décharger de la marchandise ou de faire monter ou descendre des passagers. Il comprend également l'immobilisation dans un **stationnement municipal**.

« **Stationnement municipal** »

Tout terrain appartenant à la **Municipalité**, mis à la disposition du public, dans le but de stationner des **véhicules**.

« **Système d'alarme** »

Tout appareil, bouton panique ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir la commission d'une effraction, d'une infraction ou d'une tentative d'effraction ou d'infraction, d'un incendie ou du déclenchement des gicleurs, ou d'une présence de monoxyde de carbone dans un lieu protégé situé sur le territoire de la **Municipalité**.

« **Tabac** »

Comprend également les accessoires suivants : les tubes, papiers et filtres à cigarette, les pipes, y compris leurs composantes, et les fume-cigarettes.

« **Utilisateur d'un système d'alarme** »

Toute **personne** physique ou morale qui est **propriétaire** ou occupant d'un terrain, d'une construction, d'un ouvrage ou d'un bâtiment ou d'un bien qui est protégé par un **système d'alarme**.

« **Véhicule** »

Tout **véhicule** automobile, **véhicule** de commerce, **véhicule** de promenade, **véhicule-outil**, **véhicule lourd**, ou **véhicule** au sens du *Code de la sécurité routière* ainsi qu'une motoneige, un **véhicule** tout terrain motorisé ou tout autre **véhicule** motorisé destiné à circuler en dehors des chemins publics au sens de la *Loi sur les véhicules hors routes*.

« **Véhicule d'urgence** »

Tout **véhicule** utilisé comme **véhicule** de police conformément à la Loi sur la police (R.L.R.Q., c. P-13.1), un **véhicule** utilisé comme une ambulance conformément à la Loi sur les services pré hospitaliers d'urgence (R.L.R.Q., c. S-6.2), un **véhicule** de service incendie ou tout autre **véhicule** satisfaisant aux critères établis par règlement pour être reconnu comme **véhicule d'urgence** par la Société d'assurance automobile du Québec.

« **Véhicule lourd** »

Tout **véhicule lourd** au sens de la Loi concernant les **propriétaires**, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

« **Véhicule-outil** »

Tout véhicule, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se trouver sur un **véhicule** fabriqué pour le transport de **personnes**, de marchandises ou d'un équipement.

« **Voie publique** »

Signifie les rues, les chemins, les trottoirs, les ruelles, incluant leur emprise, et autres endroits dédiés à la circulation piétonnière ou de **véhicules** et dont l'entretien est à la charge d'une autorité publique.

---

**SECTION 1.3. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

---

**ARTICLE 1.3.1. AUTORISATION DE POURSUITE PÉNALE**

Le **conseil** municipal autorise de façon générale, tous **fonctionnaires désignés** à entreprendre des poursuites pénales et à délivrer des constats d'infraction au nom de la **Municipalité** contre toute **personne** contrevenant au présent règlement.

Le **conseil** municipal autorise de façon générale, tous les **agents de la paix** et tous les **fonctionnaires désignés** à entreprendre des poursuites pénales et à délivrer des constats d'infraction au nom de la municipalité contre toute **personne** contrevenant à ce règlement.

**ARTICLE 1.3.2. AUTRES RECOURS**

La **Municipalité** peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement les recours au présent règlement ainsi que tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

**ARTICLE 1.3.3. PROPRIÉTAIRE**

En tout temps et toutes circonstances, le **propriétaire** est responsable de l'état de sa propriété et de tout ce qui s'y passe, bien que celle-ci puisse être louée, occupée ou autrement utilisée par un tiers et il est en conséquence assujéti aux dispositions du présent règlement.

**ARTICLE 1.3.4. AUTORISATION – DROIT DE VISITE**

**AMENDE  
300 \$**

Tout **fonctionnaire désigné**, tout **agent de la paix** ou toute **personne** avec qui la **Municipalité** a conclu une entente l'autorisant à appliquer les dispositions du présent règlement, peut dans l'exercice de ses fonctions :

- 1- À toute heure raisonnable, conformément à la Loi, visiter et observer, un terrain de construction, une propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'intérieur et l'extérieur d'un bâtiment, pour constater si les dispositions du présent règlement y sont exécutées et respectées, pour y vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés pour l'exécution de ce règlement.
- 2- Lors d'une visite visée au paragraphe 1 :
  - a) Prendre des photographies et des mesures des lieux visités;
  - b) Prélever, sans frais, des échantillons de toute nature à des fins d'analyse;
  - c) Exiger la production des livres, des registres ou des documents relatifs aux matières visées par ce règlement ou exiger tout autre renseignement à ce sujet qu'il juge nécessaire ou utile;
  - d) Être accompagné d'une **personne** dont il requiert l'assistance ou l'expertise.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

Tout **propriétaire**, locataire ou occupant d'une propriété mobilière ou immobilière, d'une maison, d'un bâtiment ou d'un édifice quelconque est tenu de laisser pénétrer sur les lieux tout **agent de la paix** et tout **fonctionnaire désigné** par la **Municipalité**, aux fins d'inspection en vertu du présent règlement et doit sur demande établir son identité.

**ARTICLE 1.3.5. IDENTIFICATION**

**AMENDE**  
**300 \$**

Toute **personne** a l'obligation de déclarer ses nom, prénom et adresse à l'**agent de la paix** ou au **fonctionnaire désigné** qui a des motifs raisonnables de croire qu'elle a commis une infraction au présent règlement afin que soit dressé un constat d'infraction.

---

**CHAPITRE 2. PAIX, BON ORDRE, SÉCURITÉ, BONNES MŒURS ET BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL DE LA POPULATION**

---

**SECTION 2.1. PAIX ET BON ORDRE**

---

**ARTICLE 2.1.1. DÉFILÉS, ASSEMBLÉES ET ATTROUPEMENTS**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de participer à des assemblées, défilés ou attroupements qui sont susceptibles de mettre en danger la paix, la sécurité, l'ordre public ou de nuire à la circulation.

**ARTICLE 2.1.2. ASSEMBLÉE DANS LES ENDROITS PUBLICS**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit d'organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course ou autres **activités** regroupant plus de quinze (15) participants dans un **endroit public** sans avoir préalablement obtenu une autorisation du **fonctionnaire désigné** qui délivrera cette autorisation si les conditions suivantes sont respectées :

- Le demandeur aura préalablement présenté à la **Municipalité** un plan détaillé de l'activité;
- Le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandées par le service de police et du service de sécurité incendie.
- Sont exemptés d'obtenir un tel permis les cortèges funèbres, les mariages, les activités scolaires et communautaires, les **activités** organisées par les organismes municipaux et les événements à caractère provincial ou déjà assujettis à une autre loi.

**ARTICLE 2.1.3. TROUBLER UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE**

**AMENDE**  
**200 \$**

Il est interdit de troubler, incommoder, interrompre ou nuire à toute **assemblée publique**, en faisant du **bruit** ou en ayant une conduite incommode ou dérangeante dans le lieu même de cette assemblée ou près de ce lieu.

**ARTICLE 2.1.4. TROUBLER LA PAIX ET DÉSORDRE**

**AMENDE**  
**200 \$**

Il est interdit sur la voie publique ou dans un endroit public à toute **personne** de troubler la paix, la tranquillité publique ou le bon ordre en criant, chantant, jurant ou blasphémant ou de faire quelque tumulte, trouble, bruit ou désordre.

**ARTICLE 2.1.5. BATAILLE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit à toute **personne** de causer, provoquer et encourager une bataille, une échauffourée ou avoir des agissements violents.





VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.1.6. IVRESSE**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit à toute *personne* se trouvant dans un *endroit public*, d'être en état d'ivresse ou intoxiqué par une drogue ou toute autre substance.

**ARTICLE 2.1.7. POSSESSION DE BOISSONS ALCOOLIQUES**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit à toute *personne* d'avoir en sa possession dans un *endroit public* des boissons alcooliques dont le contenant est ouvert ou décelé. À moins que ce soit dans le cadre d'une *activité* pour laquelle la Régie des alcools, des courses et des jeux a délivré un permis.

**ARTICLE 2.1.8. POSSESSION D'OBJETS DE STUPÉFIANTS**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute *personne* d'avoir en sa possession dans *un endroit public* quelque objet, matériel ou équipement servant ou facilitant la consommation de stupéfiants au sens de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C., 1996. C.19) à savoir, et ce, sans restreindre la généralité de ce qui précède, toute pipe à hasch, bonbonne, balance portative et tout autre objet relié à la consommation ou au trafic de stupéfiants.

**ARTICLE 2.1.9. INCOMMODER LES PASSANTS**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit d'obstruer les passages donnant accès à un immeuble ou à un *endroit public* de manière à embarrasser ou incommoder de quelque manière que ce soit les *personnes* qui veulent y accéder.

**ARTICLE 2.1.10. ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute *personne* de pénétrer dans un *endroit privé*, sans l'autorisation expresse du *propriétaire*, de son représentant ou de l'occupant des lieux.

Il est interdit à toute *personne*, après en avoir été sommé par le *propriétaire*, son représentant, un *agent de la paix* dans l'exercice de ses fonctions ou l'occupant, de demeurer sur la propriété privée.

**ARTICLE 2.1.11. ESCALADE**

**AMENDE  
100 \$**

Il est défendu d'escalader tout bâtiment, structure ou clôture dans les endroits publics à l'exception des modules de jeux.

**ARTICLE 2.1.12. INCOMMODER LES OCCUPANTS D'UNE MAISON**

**AMENDE  
200 \$**

Il est interdit à toute *personne* de sonner, frapper ou cogner, sans motif raisonnable, aux portes, fenêtres et toute autre partie d'une maison d'habitation pouvant troubler ou déranger les occupants.

**ARTICLE 2.1.13. FLÂNAGE**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit à toute *personne* de *flâner* dans tout *endroit public*.

**ARTICLE 2.1.14. MENDIER**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit à toute *personne* de *mendier*.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.1.15. UTILISATION DES ENDROITS PUBLICS**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit à toute **personne** dans un **endroit public** de s'y installer avec ses effets personnels ou avec tout autre objet relié à une utilisation non usuelle et anormale d'un **endroit public**, sauf sur autorisation de la **Municipalité**.

**ARTICLE 2.1.16. JEUX**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit à toute **personne** de s'adonner à des jeux ou amusements dans un **endroit public**, à l'exception des **parcs** ainsi que sur les **voies publiques** expressément autorisés par la **Municipalité**.

**ARTICLE 2.1.17. PROJECTILES**

**AMENDE  
200 \$**

Il est interdit de lancer ou tirer des projectiles sur toute **personne**, sur tout immeuble ou dans un **endroit public**.

**ARTICLE 2.1.18. VANDALISME**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute **personne** de se livrer à un acte de vandalisme, tel que le fait de salir, casser, briser, arracher, déplacer, coller ou endommager de quelque manière que ce soit, tout bien meuble ou immeuble ne lui appartenant pas.

Par ailleurs, il est défendu d'effectuer des travaux sur la propriété publique sans le consentement de la **Municipalité** ou du **propriétaire** concerné.

**ARTICLE 2.1.19. DÉFENSE D'ENLEVER DU GRAVIER OU DE LA TERRE**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute **personne** d'enlever, de déposer, de faire transporter ou de faire enlever par d'autres, de déplacer ou de niveler de la terre, des pierres, du sable, du gravier ou des végétaux sur la **voie publique** ou dans un **endroit public**.

**ARTICLE 2.1.20. ARME BLANCHE**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute **personne** de se trouver dans un **endroit public**, à pied ou à bord d'un **véhicule** de transport public, y compris un taxi, en ayant sur soi ou avec soi une **arme blanche** sans excuse légitime.

**ARTICLE 2.1.21. ARME À FEU**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute **personne** de se trouver sur la **voie publique** ou dans un **endroit public**, à pied ou à bord d'un **véhicule** de transport public, y compris un taxi, en ayant sur soi ou avec soi une **arme à feu** sans excuse légitime.

**ARTICLE 2.1.22. UTILISATION D'UNE ARME**

**AMENDE  
300 \$**

L'utilisation d'un arc, d'une arme à air comprimé ou d'une arbalète est autorisée pour l'entraînement si l'ensemble des exigences suivantes est respecté :

- Le tir doit être effectué dans un ballot capable d'arrêter définitivement la course de la flèche ou du projectile;
- Le ballot doit avoir une dimension minimale de 61 cm par 61 cm;
- Un écran protecteur doit avoir une dimension minimale de 2,44 mètres et excéder en tout temps de 61 cm les côtés et le haut du ballot;
- À plus de 300 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

Malgré les deux premiers alinéas, une **personne** peut organiser une **activité** de tir si elle a préalablement obtenu une autorisation du **fonctionnaire désigné** qui délivrera cette autorisation si les conditions suivantes sont respectées :

- Le demandeur aura préalablement présenté à la **Municipalité** un plan détaillé de l'**activité** démontrant notamment que le terrain est propice et approprié pour la tenue de cette activité et qu'un contrôle des accès est mis en place;
- Le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandées par le Service de police et du Service de sécurité incendie.

**ARTICLE 2.1.23. SAUT**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit à toute **personne** de sauter du haut d'une chute, d'une falaise ou d'une infrastructure pour atteindre un **cours d'eau**.

**SECTION 2.2. SÉCURITÉ DANS LES PARCS, LES ÉCOLES ET ENDROITS PUBLICS**

---

**ARTICLE 2.2.1. HEURES DE FERMETURE DES PARCS**

**AMENDE**  
**100 \$**

Il est interdit à toute **personne** de se trouver, de fréquenter ou de visiter un **parc** entre 23 h et 5 h chaque jour.

Toutefois, lors d'une **activité** autorisée par la **Municipalité**, le **parc** ouvrira et fermera aux heures indiquées pour cette **activité**.

**ARTICLE 2.2.2. CIRCULATION DANS LES PARCS**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de circuler à bord d'un **véhicule** dans un **parc** sauf pour accéder à une entrée charretière.

**ARTICLE 2.2.3. INTRUSION DANS LES ÉCOLES**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de se trouver sur le terrain d'une école entre 7 h et 18 h sans justification légitime durant la période scolaire (du 25 août au 30 juin).

**ARTICLE 2.2.4. PISCINE PUBLIQUE**

**AMENDE**  
**100 \$**

Il est interdit à toute **personne** d'utiliser à l'extérieur des périodes d'ouverture, les piscines publiques, plages publiques et zones de baignade publiques.

**ARTICLE 2.2.5. JEUX INTERDITS**

**AMENDE**  
**200 \$**

Il est interdit dans un **parc** de pratiquer le golf ou tout autre jeu utilisant des projectiles ailleurs qu'aux endroits prévus à cette fin.

**ARTICLE 2.2.6. SKI OU PLANCHE HORS STATION**

**AMENDE**  
**100 \$**

Il est interdit de s'aventurer, à partir du domaine skiable d'un centre de ski, en ski ou en planche à neige, à l'extérieur des limites de celui-ci.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**SECTION 2.3. DÉCENCE ET BONNES MŒURS**

---

**ARTICLE 2.3.1. CONDUITE INDÉCENTE**

**AMENDE  
200 \$**

Il est interdit de paraître dans un **endroit public** dans un habillement indécent, d'exposer son corps de façon indécente ou de commettre une action indécente.

**ARTICLE 2.3.2. EXHIBITION ET INDÉCENCE**

**AMENDE  
200 \$**

Il est interdit à toute **personne** d'exposer à la vue du public, toute impression, image, photo, gravure ou vidéo obscène ou toutes autres exhibitions indécentes.

**ARTICLE 2.3.3. URINER OU DÉFÉQUER**

**AMENDE  
200 \$**

Il est interdit à toute **personne** d'uriner ou de déféquer, sauf aux endroits spécialement aménagés à cette fin.

**SECTION 2.4. LE CANNABIS**

---

Il est interdit à toute personne de fumer du **cannabis**, sous quelque forme que ce soit, dans les endroits ci-après mentionnés :

**ARTICLE 2.4.1. ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les installations maintenues par un établissement de santé ou de services sociaux.

**ARTICLE 2.4.2. ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les installations mises à la disposition d'un établissement d'enseignement.

**ARTICLE 2.4.3. GARDERIE**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les installations d'un centre de la petite enfance ou d'une garderie.

**ARTICLE 2.4.4. ACTIVITÉS SOCIALES**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités sportives ou de loisirs, judiciaires, culturelles ou artistiques, des colloques ou des congrès ou autres activités semblables.

**ARTICLE 2.4.5. ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités communautaires ou de loisirs destinées aux mineurs, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.4.6. ACTIVITÉS AUTRES**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités où seules des personnes invitées ou autorisées expressément ou implicitement par l'hôte peuvent être présentes, qu'un droit d'entrée est exigé ou non et quel que soit le but de l'activité, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une demeure.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.4.7. ACTIVITÉS CLUB**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités utilisées par une personne morale but lucratif ou par une association, un cercle ou un club, constitué ou non en personne morale, et auxquels seuls les membres et leurs invités ont accès, sauf si ces lieux sont situés à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.4.8. IMMEUBLE D'HABITATION**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires communes des immeubles d'habitation comportant deux logements ou plus, que ces immeubles soient détenus en copropriété ou non.

**ARTICLE 2.4.9. IMMEUBLE DE SERVICE**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où l'on offre des services de prévention, d'aide et de soutien aux personnes en détresse ou démunies, y compris des services d'hébergement temporaire, sauf si ces services sont offerts dans une demeure.

**ARTICLE 2.4.10. RÉSIDENCES POUR AINÉS**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires communes des résidences privées pour aînés.

**ARTICLE 2.4.11. HÉBERGEMENT TOURISTIQUE**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements d'hébergement touristique.

**ARTICLE 2.4.12. RESTAURANTS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements aménagés pour offrir au public, moyennant rémunération, des repas pour consommation sur place.

**ARTICLE 2.4.13. BAR**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements où est exploité un permis de bar.

**ARTICLE 2.4.14. SALLE DE BINGO**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les salles de bingo.

**ARTICLE 2.4.15. MILIEU DE TRAVAIL**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les milieux de travail, à l'exception de ceux situés dans une demeure.

**ARTICLE 2.4.16. AIRES EXTÉRIEURES**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les abris et les aires extérieures utilisées pour l'attente d'un moyen de transport collectif.

**ARTICLE 2.4.17. VÉHICULES DE TRANSPORT**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les moyens de transport collectif, les taxis et autres véhicules transportant deux personnes ou plus qui sont obligatoirement utilisés dans le cadre d'un travail.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.4.18. VÉHICULE PRÉSENCE MINEUR**

**AMENDE  
250 \$**

Tous véhicules automobiles à bord desquels se trouve un mineur de moins de 16 ans.

**ARTICLE 2.4.19. LIEUX FERMÉS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous lieux fermés qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.4.20. PROPRIÉTÉ MUNICIPALE**

**AMENDE  
250 \$**

Tout terrain qui est la propriété de la municipalité.

**ARTICLE 2.4.21. TENTES CHAPITEAUX**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes tentes, chapiteaux et autres installations semblables montés de façon temporaire ou permanente et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.4.22. TERRASSES**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes terrasses et les autres aires extérieures exploitées dans le cadre d'une activité commerciale et qui sont aménagées pour y permettre le repos, la détente ou la consommation de produits.

**ARTICLE 2.4.23. AIRES DE JEU**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires extérieures de jeu destinées aux enfants et qui accueillent le public, y compris les aires de jeux d'eau, les pataugeoires et les planchodromes.

**ARTICLE 2.4.24. TERRAINS SPORTIFS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les terrains sportifs et les terrains de jeux, y compris les aires réservées aux spectateurs, qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.4.25. CAMPS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les terrains des camps de jour et des camps de vacances de même que les patinoires et les piscines extérieures qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.4.26. 9 MÈTRES**

**AMENDE  
250 \$**

Il est interdit de fumer à moins de neuf mètres de toute partie du périmètre de tous lieux visés aux articles 2.4.1 à 2.4.26

**ARTICLE 2.4.27. PISTE CYCLABLE**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes voies spécifiquement aménagées pour la circulation des cyclistes.

**ARTICLE 2.4.28. LOI DU PARLEMENT DU QUÉBEC**

**AMENDE  
250 \$**

Tout lieu, en vertu d'une loi du Parlement du Québec ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.4.29. ÉVÈNEMENT PUBLIC**

**AMENDE**  
**250 \$**

Tout lieu extérieur où se tient un évènement public.

**ARTICLE 2.4.30. STATIONNEMENT PUBLIC**

**AMENDE**  
**250 \$**

Tout stationnement d'un terrain utilisé à des fins autres que résidentielles.

**ARTICLE 2.4.31. PARC MUNICIPAL**

**AMENDE**  
**250 \$**

Tout parc municipal.

**ARTICLE 2.4.32. AIRE DE REPOS**

**AMENDE**  
**250 \$**

Tout quai municipal ou aire de repos aménagé sur un terrain municipal.

**ARTICLE 2.4.33. SUBSTANCES EXPLOSIVES**

**AMENDE**  
**250 \$**

Tout rayon de 9 mètres de toute station-service ou de tout lieu où sont stockées des substances explosives ou inflammables.

---

**SECTION 2.5. CONSOMMATION CANNABIS**

---

**ARTICLE 2.5.1. BÂTIMENT MUNICIPAL**

**AMENDE**  
**250 \$**

Il est interdit à toute *personne* de consommer du *cannabis*, à l'intérieur de tout bâtiment étant la propriété de la municipalité.

**ARTICLE 2.5.2. MÉGOT DE CANNABIS**

**AMENDE**  
**250 \$**

Il est interdit à toute *personne* de jeter un mégot de *cannabis* dans un endroit public.

---

**SECTION 2.6. LE TABAC**

---

Il est interdit à toute personne de fumer, sous quelque forme que ce soit, dans tous les endroits ci-après mentionnés :

**ARTICLE 2.6.1. ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ**

**AMENDE**  
**250 \$**

Toutes les installations maintenues par un établissement de santé ou de services sociaux.

**ARTICLE 2.6.2. ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**

**AMENDE**  
**250 \$**

Toutes les installations mises à la disposition d'un établissement d'enseignement.

**ARTICLE 2.6.3. GARDERIE**

**AMENDE**  
**250 \$**

Toutes les installations d'un centre de la petite enfance ou d'une garderie.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.6.4. ACTIVITÉS SOCIALES**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités sportives ou de loisirs, judiciaires, culturelles ou artistiques, des colloques ou des congrès ou autres activités semblables.

**ARTICLE 2.6.5. ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités communautaires ou de loisirs destinées aux mineurs, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.6.6. ACTIVITÉS AUTRES**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités où seules des personnes invitées ou autorisées expressément ou implicitement par l'hôte peuvent être présentes, qu'un droit d'entrée est exigé ou non et quel que soit le but de l'activité, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.6.7. ACTIVITÉS CLUB**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités utilisées par une personne morale sans but lucratif ou par une association, un cercle ou un club, constitué ou non en personne morale, et auxquels seuls les membres et leurs invités ont accès, sauf si ces lieux sont situés à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.6.8. IMMEUBLE D'HABITATION**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires communes des immeubles d'habitation comportant deux logements ou plus, que ces immeubles soient détenus en copropriété ou non.

**ARTICLE 2.6.9. IMMEUBLE DE SERVICE**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où l'on offre des services de prévention, d'aide et de soutien aux personnes en détresse ou démunies, y compris des services d'hébergement temporaire, sauf si ces services sont offerts dans une demeure.

**ARTICLE 2.6.10. RÉSIDENCES POUR AINÉS**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires communes des résidences privées pour aînés.

**ARTICLE 2.6.11. HÉBERGEMENT TOURISTIQUE**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements d'hébergement touristique.

**ARTICLE 2.6.12. RESTAURANTS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements aménagés pour offrir au public, moyennant rémunération, des repas pour consommation sur place.

**ARTICLE 2.6.13. BAR**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements où est exploité un permis de bar.





VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.6.14. SALLE DE BINGO**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les salles de bingo.

**ARTICLE 2.6.15. MILIEU DE TRAVAIL**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les milieux de travail, à l'exception de ceux situés dans une demeure.

**ARTICLE 2.6.16. AIRES EXTÉRIEURES**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les abris et les aires extérieures utilisées pour l'attente d'un moyen de transport collectif.

**ARTICLE 2.6.17. VÉHICULES DE TRANSPORT**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les moyens de transport collectif, les taxis et autres véhicules transportant deux personnes ou plus qui sont obligatoirement utilisés dans le cadre d'un travail.

**ARTICLE 2.6.18. VÉHICULE PRÉSENCE MINEUR**

**AMENDE  
250 \$**

Tous véhicules automobiles à bord desquels se trouve un mineur de moins de 16 ans.

**ARTICLE 2.6.19. LIEUX FERMÉS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous lieux fermés qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.6.20. TENTES CHAPITEAUX**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes tentes, chapiteaux et autres installations semblables montés de façon temporaire ou permanente et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.6.21. TERRASSES**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes terrasses et les autres aires extérieures exploitées dans le cadre d'une activité commerciale et qui sont aménagées pour y permettre le repos, la détente ou la consommation de produits.

**ARTICLE 2.6.22. AIRES DE JEUX**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires extérieures de jeu destinées aux enfants et qui accueillent le public, y compris les aires de jeux d'eau, les pataugeoires et les planchodromes.

**ARTICLE 2.6.23. TERRAINS SPORTIFS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les terrains sportifs et les terrains de jeux, y compris les aires réservées aux spectateurs, qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.6.24. CAMPS**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les terrains des camps de jour et des camps de vacances de même que les patinoires et les piscines extérieures qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 2.6.25. 9 MÈTRES**

**AMENDE  
250 \$**

Il est interdit de fumer à moins de neuf mètres de toute partie du périmètre de tous lieux visés aux articles 2.6.1 à 2.6.24.

**ARTICLE 2.6.26. VENTE MINEUR**

**AMENDE  
250 \$**

Il est interdit à quiconque de vendre du tabac à un mineur.

**ARTICLE 2.6.27. EXPLOITANT - DONNER DU TABAC**

**AMENDE  
2 500 \$**

Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de tabac de donner du tabac à un mineur.

**ARTICLE 2.6.28. EXPLOITANT - VENDRE DU TABAC**

**AMENDE  
2 500 \$**

Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de tabac de vendre à une personne majeure du tabac pour une personne mineure.

**ARTICLE 2.6.29. MAJEUR - ACHAT DU TABAC**

**AMENDE  
500 \$**

Il est interdit à une personne majeure d'acheter du tabac pour un mineur.

**ARTICLE 2.6.30. EXPLOITANT – VENDEUR DU TABAC**

**AMENDE  
2 500 \$**

Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de vendre des cigarettes autrement que dans un paquet contenant au moins 20 cigarettes.

---

**CHAPITRE 3. COMPORTEMENTS RÉPRÉHENSIBLES**

---

**ARTICLE 3.1.1. APPEL INUTILE**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit d'appeler la *Municipalité*, le Service de Sécurité incendie, la Sûreté du Québec ou composer le 911 ou d'interpeller un représentant ou un employé de ceux-ci sans justification légitime.

**ARTICLE 3.1.2. DÉRANGEMENT SANS MOTIF D'UN EMPLOYÉ MUNICIPAL**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute *personne* de déranger, d'appeler ou d'importuner un *employé municipal* en dehors de ses heures de travail sans justification légitime.

**ARTICLE 3.1.3. REFUS D'OBÉISSANCE**

**AMENDE  
300 \$**

Toute *personne* doit obéir ou obtempérer à un ordre d'un *agent de la paix* ou de tout *fonctionnaire désigné* de la *Municipalité*, dans l'exercice de ses fonctions.

**ARTICLE 3.1.4. REFUS D'ASSISTANCE**

**AMENDE  
300 \$**

Toute *personne* doit aider ou prêter assistance lorsque requis par un *agent de la paix* ou par un *fonctionnaire désigné* de la *Municipalité*, dans l'exercice de ses fonctions.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 3.1.5. REFUS DE QUITTER UN ENDROIT**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute **personne** en état de violation d'une loi ou d'un règlement, après avoir été sommée par un **agent de la paix** dans l'exercice de ses fonctions ou par le responsable d'un établissement d'entreprise de refuser de quitter immédiatement ledit **endroit public** ou ledit établissement d'entreprise.

**ARTICLE 3.1.6. PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit de franchir ou de se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par un agent de la paix ou un fonctionnaire désigné à l'aide d'une signalisation (ruban, indicateur, barrière, etc.) à moins d'y être expressément autorisé.

**ARTICLE 3.1.7. INCITATION**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit à toute **personne** d'aider, d'inciter ou d'encourager une autre **personne** à commettre une infraction au présent règlement.

**ARTICLE 3.1.8. INJURE**

**AMENDE  
300 \$**

Lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions ou qu'ils sont interpellés à ce titre, il est interdit à toute **personne** de blasphémer ou d'insulter, d'injurier ou de molester un **agent de la paix**, un **employé municipal** ou un membre d'un **conseil**, ou de tenir à leur endroit des propos blessants, diffamatoires ou grossiers.

Il est également interdit à toute personne d'encourager ou d'inciter toute autre personne à injurier ou à tenir, à leur endroit, de tels propos.

---

**CHAPITRE 4. NUISANCES**

---

**SECTION 4.1. NUISANCES EN PROPRIÉTÉ PUBLIQUE**

---

Les actes et états des choses ci-après mentionnés constituent des nuisances et sont prohibés :

**ARTICLE 4.1.1. SOUILLER LE DOMAINE PUBLIC**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit de souiller tout **endroit public**, notamment en y déposant ou en y jetant de la terre, du sable, de la boue, des pierres, de la glaise, du purin, du fumier solide, des **déchets**, des eaux sales, du papier ou tout autre objet ou substance.

**ARTICLE 4.1.2. OBLIGATION APRÈS AVOIR SOUILLÉ**

**AMENDE  
300 \$**

Toute **personne** qui souille le domaine public doit effectuer le nettoyage de façon à rendre l'état du domaine public identique à ce qu'il était avant qu'il ne soit ainsi souillé; toute **personne** doit débiter cette obligation sans délai après en avoir été avisée et doit continuer le nettoyage sans interruption jusqu'à ce qu'il soit complété.

---

**SECTION 4.2. AUTRES NUISANCES**

---

Les actes et états de choses ci-après mentionnés constituent des nuisances et sont prohibés :



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 4.2.1. DÉPÔT DE NEIGE, GLACE, SABLE, TERRE OU OBJET  
QUELCONQUE**

**AMENDE  
300 \$**

Le fait de jeter, déposer, lancer ou permettre que soit jeté, déposé ou lancé de la neige, de la glace, du sable, de la terre, du gazon, des branches, des **déchets**, du fumier et tout objet quelconque dans un **endroit public**, à l'exception des **employés municipaux** et autres personnes mandatées par la **Municipalité**.

**ARTICLE 4.2.2. FEU ENDROIT PUBLIC**

**AMENDE  
300 \$**

Le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu dans un **endroit public**, sauf s'il a été autorisé par la **Municipalité**.

**ARTICLE 4.2.3. FEU D'ARTIFICE**

**AMENDE  
100 \$**

Le fait de faire usage ou de permettre de faire usage de pétard, de feu d'artifice ou de lanterne chinoise, sans autorisation de la **Municipalité**.

**ARTICLE 4.2.4. LUMIÈRE**

**AMENDE  
100 \$**

Le fait de projeter directement de la lumière en dehors du terrain ou du lot où se trouve la source de lumière, susceptible de causer un danger public, un inconvénient ou incommoder une **personne**.

**ARTICLE 4.2.5. SUBTILISATION D'UN CONSTAT D'INFRACTION**

**AMENDE  
300 \$**

Le fait d'enlever la copie d'un constat d'infraction ou de tout autre avis qui a été placé à un endroit apparent d'un **véhicule** sans être le conducteur, le propriétaire ou l'occupant de ce **véhicule**.

**ARTICLE 4.2.6. INTERDICTION D'EFFACER DES MARQUES SUR LES  
PNEUS**

**AMENDE  
100 \$**

Le fait d'effacer toute marque faite à la craie ou au crayon par un **agent de la paix** ou tout **fonctionnaire désigné** sur un pneu.

**ARTICLE 4.2.7. DYNAMITAGE**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit de procéder à des travaux de dynamitage entre 22 h et 7 h du lundi au vendredi et entre le samedi 16 h et le lundi 7 h.

---

**SECTION 4.3. NUISANCE PAR LE BRUIT**

---

Les actes et états des choses ci-après mentionnés constituent des nuisances et sont prohibés :

**ARTICLE 4.3.1. BRUIT / GÉNÉRAL**

**AMENDE  
200 \$**

Le fait de faire, de provoquer ou de permettre qu'il soit causé, de quelque façon que ce soit, du **bruit** de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs **personnes** du voisinage, à moins d'une autorisation obtenue préalablement de la **Municipalité**.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 4.3.2. AVERTISSEUR SONORE**

**AMENDE  
200 \$**

Le fait d'utiliser abusivement ou inutilement un avertisseur sonore (klaxon) ou une sirène.

**ARTICLE 4.3.3. ÉTABLISSEMENT COMMERCIAL**

**AMENDE  
200 \$**

Le fait de permettre ou de tolérer, entre 23 h et 7 h, tout **bruit** causé par des **personnes** qui se trouvent à l'extérieur de son établissement commercial avec ou sans but lucratif.

**ARTICLE 4.3.4. BRUIT D'UN HAUT-PARLEUR**

**AMENDE  
200 \$**

Le fait de projeter à l'extérieur d'un bâtiment, d'un **véhicule** ou d'une embarcation, des sons avec un haut-parleur ou un porte-voix, à moins d'une autorisation obtenue préalablement de la **Municipalité**.

**SECTION 4.4. ÉQUIPEMENTS ET OUTILLAGES**

---

**AMENDE  
100 \$**

Le fait d'utiliser, entre 21 h et 7 h, du lundi au vendredi et entre 17 h et 7 h les fins de semaine, tout équipement et outillage causant du bruit dont notamment une scie à chaîne, une débroussailleuse et tout autre équipement et outillage qui permet d'effectuer des travaux de soudure, de menuiserie, de construction ou de démolition.

**ARTICLE 4.4.1. DÉBOSELAGE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILE**

**AMENDE  
200 \$**

Le fait d'effectuer à l'extérieur, entre 21 h et 7 h du lundi au vendredi et entre 17 h et 9 h les fins de semaine, du débosselage ou de la mécanique sur un **véhicule**.

**ARTICLE 4.4.2. BRUIT ÉMIS PAR UN VÉHICULE**

**AMENDE  
200 \$**

Le fait d'utiliser ou de se servir d'un **véhicule** de façon à causer des **bruits** inutiles et excessifs, notamment au démarrage au point neutre ou en faisant fonctionner le moteur d'un **véhicule** stationnaire à une vitesse excessive.

**ARTICLE 4.4.3. EXCEPTIONS**

Les infractions prévues à la présente section ne s'appliquent pas au **bruit** causé pour les activités suivantes :

- a) Des travaux d'érection, de fondation, d'entretien, de réparation, de modification de bâtiment et d'ouvrage de génie civil exécuté sur les lieux d'un chantier et à pied d'œuvre, les travaux préalables d'aménagement du sol et de déménagement de bâtiments, effectués entre 7 h et 22 h, du lundi au samedi inclusivement;
- b) L'utilisation d'un avertisseur sonore d'un **véhicule** en cas de nécessité, d'une sirène d'un **véhicule d'urgence** ou d'un avertisseur sonore de recul;
- c) L'utilisation de cloches et carillons par une église, une institution religieuse ou une institution d'enseignement si tel usage est nécessaire dans l'exercice de leur fonction et pour un pont, passage à niveau ou une usine, ou une industrie ou commerce si l'usage est nécessaire à l'exercice de leur fonction de même que tout système d'avertisseur d'urgence;
- d) Circulation ferroviaire ou aéronautique;
- e) Déclenchement d'un système antivol automobile ou d'un **système d'alarme** domestique ou commercial, si ce déclenchement est d'une durée inférieure à 20 minutes;



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

- f) L'exercice d'une activité agricole conforme aux lois et règlements en vigueur;
- g) L'exercice d'une entreprise ou d'un organisme où la **Municipalité** a émis une autorisation spéciale; (ex. : tonte de gazon d'un terrain de golf en dehors des heures permises.)

**CHAPITRE 5. DISPOSITION DE LA NEIGE**

---

**ARTICLE 5.1.1. PROJECTION DE LA NEIGE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de projeter la neige sur la voie publique ou les terrains contigus.

**ARTICLE 5.1.2. OBSTRUCTION DE LA VISIBILITÉ**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de créer un amoncellement de neige contigu à une **voie publique**, s'il obstrue la visibilité des automobilistes qui y circulent en **véhicule**, y compris les entrepreneurs en déneigement.

**CHAPITRE 6. CIRCULATION, LIMITES DE VITESSE, SIGNALISATION ET STATIONNEMENT**

---

**SECTION 6.1. CIRCULATION**

---

**ARTICLE 6.1.1. BOYAU**

**AMENDE**  
**200 \$**

Il est interdit à tout conducteur d'un **véhicule** de circuler sur un boyau non protégé qui a été étendu sur une **voie publique** ou dans une entrée privée en vue de servir à éteindre un incendie, sauf s'il y a une autorisation d'un **fonctionnaire désigné**, d'un membre du Service de sécurité incendie ou d'un signaleur.

**ARTICLE 6.1.2. LIGNE FRAÎCHEMENT PEINTE**

**AMENDE**  
**200 \$**

Il est interdit de circuler sur une ou plusieurs lignes fraîchement peintes sur la **voie publique** lorsque la signalisation l'indique.

**ARTICLE 6.1.3. CIRCULATION PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de circuler avec un **véhicule** sur une propriété privée ou sur un chemin privé sans l'autorisation du **propriétaire**.

**ARTICLE 6.1.4. PANNEAU DE RABATTEMENT**

**AMENDE**  
**300 \$**

Le panneau de rabattement (*tail board*) d'un **véhicule** doit toujours être fermé sauf s'il supporte des matériaux dont la longueur dépasse la boîte du camion.

**ARTICLE 6.1.5. DÉRAPAGE VOLONTAIRE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit à toute personne de provoquer le dérapage volontaire d'un véhicule sur la voie publique ou dans un endroit public.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**SECTION 6.2. SIGNALISATION**

---

**ARTICLE 6.2.1. SIGNALISATION**

**AMENDE  
300 \$**

Sur les chemins et terrains privés ouverts à la circulation publique des **véhicules** sur le territoire de la **Municipalité**, toute **personne** est tenue de se conformer à la signalisation affichée et de respecter toutes exigences prévues au Code de la sécurité routière, sauf si un signaleur en ordonne autrement.

Toute **personne** doit se conformer aux ordres ou signaux d'un **fonctionnaire désigné**, d'un membre des services d'urgence ou d'un signaleur autorisé à détourner la circulation.

**ARTICLE 6.2.2. DOMMAGE À LA SIGNALISATION**

**AMENDE  
300 \$**

Il est interdit d'endommager, de déplacer ou de masquer, en tout ou en partie, une signalisation.

**SECTION 6.3. STATIONNEMENT**

---

**ARTICLE 6.3.1. RESPONSABILITÉ**

Le conducteur ou la **personne** au nom duquel un **véhicule** est inscrit au registre de la *Société d'assurance automobile du Québec* est responsable de toute infraction relative au stationnement en vertu du présent règlement.

**ARTICLE 6.3.2. INTERDICTION SUR UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit de stationner en tout temps sur une propriété privée sans avoir eu l'autorisation du **propriétaire** ou de l'occupant.

**ARTICLE 6.3.3. INTERDIT PAR SIGNALISATION**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit de stationner à un endroit où une signalisation indique une telle interdiction.

**ARTICLE 6.3.4. STATIONNEMENT VOIE RÉSERVÉE**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser en tout temps, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> octobre, dans une voie de circulation réservée à l'usage des bicyclettes ou des **piétons** et identifiée par des lignes peintes sur la **voie publique**, par des bollards ou par toute autre signalisation.

**ARTICLE 6.3.5. STATIONNEMENT HIVERNAL**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit de stationner sur les voies publiques de la **Municipalité** en tout temps, du premier (1<sup>er</sup>) novembre au quinze (15) avril inclusivement sauf si autorisation de la municipalité.

**ARTICLE 6.3.6. RÉSERVÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit d'immobiliser un **véhicule** dans un espace réservé à l'usage exclusif des **personnes** handicapées, à moins d'être détenteur d'une vignette ou d'une plaque spécifique.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 6.3.7. POSITION DE STATIONNEMENT**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit de stationner son *véhicule* de façon à occuper plus d'une seule place prévue à cette fin.

Malgré ce qui précède, un *véhicule*, ou un ensemble de *véhicules* dont la longueur excède une case, peut occuper plus d'une case de stationnement sur la longueur uniquement.

**ARTICLE 6.3.8. SENS DE STATIONNEMENT**

**AMENDE  
30 \$**

Le conducteur doit stationner son *véhicule* à l'intérieur des marques et de manière parallèle à ces marques, à moins d'indications contraires.

**ARTICLE 6.3.9. STATIONNEMENT POUR RÉPARATION**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit de stationner un *véhicule* à des fins de réparation ou d'entretien dans un *endroit public*.

**ARTICLE 6.3.10. STATIONNEMENT POUR VENTE**

**AMENDE  
30 \$**

Il est interdit de stationner un *véhicule* dans un *endroit public* dans le but de le vendre.

**ARTICLE 6.3.11. STATIONNEMENT POUR PUBLICITÉ**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un *véhicule* dans le but de mettre en évidence toute publicité ailleurs que sur sa propriété.

**ARTICLE 6.3.12. STATIONNEMENT NUISIBLE AU DÉNEIGEMENT**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner ou immobiliser un *véhicule* à un endroit de manière à gêner l'enlèvement ou le déblaiement de la neige.

**ARTICLE 6.3.13. STATIONNEMENT NUISIBLE AUX TRAVAUX DE VOIRIE**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner ou immobiliser un *véhicule* à un endroit de manière à gêner l'exécution des travaux de voirie.

---

**SECTION 6.4. STATIONNEMENT DES VÉHICULES DE FORT GABARIT**

---

**ARTICLE 6.4.1. AUTOBUS OU MINIBUS**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner ou immobiliser un autobus ou minibus sur la *voie publique*, plus de 60 minutes.

**ARTICLE 6.4.2. VÉHICULE MOTORISÉ OU RÉCRÉATIF**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner ou immobiliser un *véhicule* récréatif ou motorisé sur la *voie publique*, plus de 60 minutes.





VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 6.4.3. STATIONNEMENT VÉHICULES NON MOTORISÉS  
ATTACHÉS**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner ou immobiliser une roulotte, une tente-roulotte, une remorque, une semi-remorque ou tout autre **véhicule** non motorisé attaché à un **véhicule** que l'on déplace habituellement à l'aide d'un **véhicule** sur la **voie publique**, plus de 60 minutes, sauf pour effectuer un travail ou une livraison.

**ARTICLE 6.4.4. STATIONNEMENT VÉHICULES NON MOTORISÉS NON  
ATTACHÉS**

**AMENDE  
50 \$**

Nul ne peut immobiliser, en tout temps, dans une rue ou une place publique, une remorque, une semi-remorque ou un essieu amovible sans qu'il soit attaché à un **véhicule** routier.

**ARTICLE 6.4.5. STATIONNEMENT MUNICIPAL VÉHICULE LOURD ET  
VÉHICULE-OUTIL**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner un **véhicule lourd** ou un **véhicule-outil**, dans un **parc** ou un **stationnement municipal**, à moins d'une autorisation écrite délivrée par la **Municipalité**.

**ARTICLE 6.4.6. VÉHICULE LOURD ET VÉHICULE-OUTIL**

**AMENDE  
50 \$**

Il est interdit de stationner ou immobiliser un **véhicule lourd** ou **véhicule-outil** sur la **voie publique**, plus de 60 minutes, sauf lors de l'exécution de travaux de voirie ou pour effectuer une livraison ou un travail.

---

**SECTION 6.5. AUTORISATION DÉPLACEMENT ET REMORQUAGE**

---

**ARTICLE 6.5.1. DÉPLACEMENT ET REMORQUAGE**

Tout agent de la paix ou **fonctionnaire désigné** est autorisé à faire enlever ou à déplacer tout **véhicule stationné** à un endroit où il nuit aux travaux de voirie, à l'enlèvement et au déblaiement de la neige. Il est autorisé à remorquer ou à faire remorquer ainsi qu'à remiser ce **véhicule** ailleurs, notamment à un garage, aux frais du **propriétaire**, qui ne peut en recouvrer la possession que sur le paiement des frais réels de remorquage et de remisage le tout, en sus des amendes prévues au présent règlement.

**ARTICLE 6.5.2. DÉPLACEMENT ET REMORQUAGE D'URGENCE**

En cas d'urgence, tout agent de la paix ou **fonctionnaire désigné** peut faire remorquer, déplacer ou faire déplacer un **véhicule** lorsque le **véhicule** entrave le travail des pompiers, des policiers ou de toute autre **personne** lors d'un événement mettant en cause la sécurité publique. Il peut remorquer ou faire remorquer, déplacer ou faire déplacer un tel **véhicule**, à un garage, aux frais du **propriétaire**, qui ne peut en recouvrer la possession que sur le paiement des frais réels de remorquage et de remisage le tout, en sus des amendes prévues au présent règlement.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

CHAPITRE 7. COLPORTAGE ET COMMERCE ITINÉRANT

---

ARTICLE 7.1.1. PROHIBITION

AMENDE  
300 \$

Il est interdit à toute **personne**, en personne ou par représentant d'exercer des activités de **colportage** ou de **commerce itinérant** sur le territoire de la **Municipalité**.

ARTICLE 7.1.2. EXCEPTIONS

Ne sont pas visées par le présent règlement les **personnes** qui vendent ou colportent des produits et services dans le cadre d'une campagne de financement, d'une œuvre de charité autorisée à émettre des reçus aux fins d'impôts, d'une association sportive, sociale ou culturelle ou d'un établissement scolaire, à la condition expresse que les activités ainsi financées de ces organismes s'exercent sur le territoire de la **Municipalité** et visent une activité au profit des membres de l'organisme reconnu par la **Municipalité**.

Ne sont pas visés par le présent règlement, les personnes ou les commerçants qui visitent de façon régulière ou sur rendez-vous certains immeubles dont les citoyens connaissent un besoin particulier et / ou récurrent et en ont fait la demande eux-mêmes.

ARTICLE 7.1.3. HEURES DE COLPORTAGE POUR EXCEPTIONS

AMENDE  
100 \$

Les **personnes** visées à l'article 7.1.2 peuvent, faire du **colportage** ou faire du **commerce itinérant** du lundi au vendredi entre 10 h et 20 h et le samedi entre 10 h et 17 h.

ARTICLE 7.1.4. PROHIBITION

AMENDE  
100 \$

Il est interdit de faire du **colportage** ou faire du **commerce itinérant** ou quelque forme de sollicitation de porte-à-porte à tout endroit où est apposée une affiche ou panneau portant la mention « PAS DE SOLLICITATION OU DE **COLPORTAGE** ».

ARTICLE 7.1.5. CIRCULAIRES

AMENDE  
100 \$

Il est interdit à toute **personne** de distribuer des circulaires, annonces, prospectus ou autres imprimés semblables sur toute partie de **véhicules** ou dans tout **endroit public** :

Le paragraphe précédent ne peut être interprété comme interdisant de laisser des circulaires, annonces, prospectus ou autres imprimés semblables à l'extérieur des maisons ou édifices publics.

---

CHAPITRE 8. ANIMAUX

---

SECTION 8.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES

---

ARTICLE 8.1.1. LONGUEUR MINIMALE DE LA LAISSE

AMENDE  
100 \$

La laisse d'un animal attaché à l'extérieur, sur le terrain du **propriétaire** ou de son **gardien**, doit avoir une longueur minimale de trois (3) mètres tout en s'assurant que l'animal ne peut sortir des limites du terrain où il se trouve.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**SECTION 8.2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS**

---

**ARTICLE 8.2.1. CONTRÔLE DANS UN ENDROIT PRIVÉ**

**AMENDE  
100 \$**

Dans un endroit privé, un chien à l'extérieur doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir des limites du terrain où il est gardé.

**ARTICLE 8.2.2. CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DANS UN ENDROIT PUBLIC**

**AMENDE  
100 \$**

Dans un endroit public, le chien doit être tenu ou retenu en laisse d'une longueur maximale de 2 mètres, par une **personne** capable de le maîtriser et doit toujours être sous surveillance constante par une telle **personne**.

Le port de la laisse n'est toutefois pas requis dans un parc à chiens autorisé par la municipalité.

**ARTICLE 8.2.3. MORSURE - AVIS**

**AMENDE  
100 \$**

Lorsqu'un chien a mordu une **personne** ou un autre animal, son **gardien** doit en aviser le service de police le plus tôt possible et au plus tard dans les 24 heures.

**ARTICLE 8.2.4. MATIÈRES FÉCALES DES CHIENS**

**AMENDE  
100 \$**

Il est interdit pour le **gardien** d'un chien de laisser dans un **endroit public** ou à l'extérieur dans un endroit privé autre que sa résidence, les matières fécales de son chien.

**SECTION 8.3. CHIENS DANGEREUX ET AUTRES COMPORTEMENTS**

---

**ARTICLE 8.3.1. ÉCRITEAU CHIEN DE GARDE**

**AMENDE  
100 \$**

Le **gardien** d'un **chien de garde**, de protection ou démontrant des signes d'agressivité doit indiquer au moyen d'un écriteau visible de la **voie publique**, la présence d'un tel chien sur une propriété.

**ARTICLE 8.3.2. CHIENS DANGEREUX ET ERRANTS**

Le **contrôleur** ou l'**agent de la paix** peut saisir ou mettre en fourrière un chien qui est errant ou qui constitue un **chien dangereux**.

**ARTICLE 8.3.3. DEMANDE D'EXAMEN POUR CHIENS**

Le **contrôleur** ou l'**agent de la paix** peut saisir et soumettre au **fonctionnaire désigné** de la **Municipalité** une demande d'examen par un expert, s'il estime que ce chien est dangereux pour autrui ou pour un autre animal, afin d'évaluer son état de santé ou d'estimer sa dangerosité.

**ARTICLE 8.3.4. FRAIS DE CAPTURE, D'EXAMEN ET DE GARDE**

Les frais de capture, de garde et de pension, de soins vétérinaires de même que ceux d'un examen d'une expertise ou d'une ordonnance d'un **chien dangereux** ou errant saisi et mis en fourrière conformément à la présente section sont à la charge du **gardien**.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**SECTION 8.4. ANIMAL SAUVAGE ET ANIMAL EXOTIQUE**

---

**ARTICLE 8.4.1. GARDE INTERDITE**

**AMENDE  
200 \$**

Sous réserve du respect des lois fédérale ou provinciale applicables, nul ne peut garder un **animal sauvage ou un animal exotique** sur le territoire de la **Municipalité**.

**ARTICLE 8.4.2. CONDITIONS DE GARDE**

Toute **personne** qui possède ou garde un **animal exotique** visé aux articles précédents de la présente section doit le garder dans un environnement sain et propice au bien-être de l'animal. L'**animal exotique** doit être gardé dans la résidence principale de cette **personne** ou de son **gardien** ou sur sa propriété à l'intérieur d'une cage ou d'un terrarium, et cette dernière doit donner accès au lieu pour toute inspection lorsque requise par tout **fonctionnaire désigné**.

**ARTICLE 8.4.3. ANIMAL EXOTIQUE À L'EXTÉRIEUR D'UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

**AMENDE  
200 \$**

Malgré l'article précédent, nulle **personne** ne peut se trouver à l'extérieur de sa résidence ou dans un **endroit public** avec un **animal exotique** sans l'équipement approprié et sécuritaire afin de le contrôler et de le retenir, sauf si autorisation préalablement obtenue de la **Municipalité**.

**SECTION 8.5. NUISANCES CAUSÉES PAR UN ANIMAL**

---

Les faits, actes et gestes indiqués ci-après constituent des nuisances et sont à ce titre prohibés :

**ARTICLE 8.5.1. ATTAQUE**

**AMENDE  
300 \$**

Tout animal qui attaque ou qui mord une **personne** ou un autre animal.

**ARTICLE 8.5.2. DOMMAGE À LA PROPRIÉTÉ D'AUTRUI**

**AMENDE  
300 \$**

Tout animal qui cause un dommage à un bien autre que celui ou ceux appartenant à son **gardien**.

**ARTICLE 8.5.3. ANIMAL HORS PROPRIÉTÉ**

**AMENDE  
300 \$**

Tout animal qui se trouve sur un terrain privé sans le consentement du **propriétaire** ou l'occupant de ce terrain.

**ARTICLE 8.5.4. ANIMAL ERRANT**

**AMENDE  
200 \$**

Tout animal qui est errant.

**ARTICLE 8.5.5. ANIMAL DANGEREUX**

**AMENDE  
100 \$**

Tout animal méchant, dangereux, qui attaque ou qui est entraîné pour attaquer.

**ARTICLE 8.5.6. COMBAT**

**AMENDE  
300 \$**

Tout animal qui participe à un combat avec un animal.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 8.5.7. POUVOIR D'ABATTRE**

Tout animal présentant un danger immédiat ou réel peut être abattu sur-le-champ par un **agent de la paix**.

**SECTION 8.6. FOURRIÈRE**

---

Pour l'application des dispositions du présent règlement, l'endroit et les frais de garde déterminés pour la fourrière de la **Municipalité** sont définis par cette dernière.

Ces frais de garde sont à la charge du **gardien**.

**ARTICLE 8.6.1. MISE EN FOURRIÈRE**

Tout **agent de la paix** et **fonctionnaire désigné** peut faire mettre en fourrière tout **animal errant** ou tout animal qui contrevient ou dont le **gardien** contrevient à l'une des dispositions du présent règlement.

**ARTICLE 8.6.2. DÉLAI DE GARDE EN FOURRIÈRE**

Tout animal mis en fourrière non réclamé est conservé pendant une période minimale de quatre-vingt-seize (96) heures à moins que sa condition physique ne justifie l'euthanasie avant l'expiration de ce délai. Si à l'expiration de ce délai le **gardien** n'en recouvre pas la possession, la **Municipalité** peut en disposer (donner, vendre pour adoption ou euthanasie) sans indemnité.

**ARTICLE 8.6.3. REPRISE DE POSSESSION PAR LE GARDIEN**

Le **gardien** ne peut reprendre possession de son animal avant d'avoir payé tous les frais encourus dont ceux de pension de la fourrière, le tout sans préjudice aux droits de la **Municipalité** de poursuivre pour toute infraction au présent chapitre, s'il y a lieu.

**SECTION 8.7. DISPOSITIONS DIVERSES**

---

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des infractions et rendent toute **personne** passible des sanctions prévues à la présente section :

**ARTICLE 8.7.1. COMBAT D'ANIMAUX**

**AMENDE**  
**300 \$**

Le fait d'organiser, participer, encourager ou assister au déroulement d'un combat d'animaux.

**ARTICLE 8.7.2. MALTRAITANCE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Le fait de maltraiter, molester, harceler ou provoquer un animal.

**ARTICLE 8.7.3. EMPOISONNEMENT**

**AMENDE**  
**300 \$**

Le fait d'utiliser ou permettre que soit utilisé du poison pour capturer ou tuer un animal.

**ARTICLE 8.7.4. AFFICHE INTERDIT AUX ANIMAUX**

**AMENDE**  
**100 \$**

Le fait de se retrouver avec un animal sous sa garde dans un lieu identifié par une affiche « interdit aux animaux » sauf pour un **chien guide** ou d'assistance.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 8.7.5. EXONÉRATION**

La **Municipalité**, la Sûreté du Québec, ou leurs représentants ne peuvent être tenus responsables des dommages ou des blessures causés aux animaux suite à leur intervention pour l'application du présent règlement.

**ARTICLE 8.7.6. PERCEPTION**

Rien dans ce chapitre ne doit être interprété comme restreignant en aucune façon les droits et les pouvoirs de la **Municipalité** de percevoir, par tous les moyens que la loi met à sa disposition, les coûts d'une licence exigibles en vertu de la section 8.2 et les frais relatifs à la mise en application de l'une ou l'autre des dispositions du présent chapitre.

---

**CHAPITRE 9. SYSTÈME D'ALARME**

---

**ARTICLE 9.1.1. APPLICATION**

Le présent chapitre s'applique à tout **système d'alarme**, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, sur le territoire de la **Municipalité**.

**ARTICLE 9.1.2. DURÉE DU SIGNAL SONORE**

**AMENDE**  
**100 \$**

Lorsqu'un **système d'alarme** est muni d'une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce **système d'alarme** doit être conçu de façon à ne pas émettre le signal sonore durant plus de vingt (20) minutes consécutives.

**ARTICLE 9.1.3. INTERRUPTION DU SIGNAL SONORE**

Les **agents de la paix et fonctionnaires désignés** sont autorisés à pénétrer dans tout **lieu protégé** par **système d'alarme** si **personne** ne s'y trouve, afin d'interrompre le signal sonore qui perdure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives.

**ARTICLE 9.1.4. INFRACTION**

**AMENDE**  
**100 \$ (personne physique)**  
**200 \$ (personne morale)**

Constitue une infraction et rend l'**utilisateur** passible d'une amende, tout déclenchement plus de deux (2) fois par période de douze (12) mois, pour cause de défectuosité ou pour de mauvais fonctionnements ou de mauvaises utilisations.

**ARTICLE 9.1.5. INFRACTION EN CAS DE RÉCIDIVE**

**AMENDE**  
**200 \$ (personne physique)**  
**400 \$ (personne morale)**

Constitue une infraction et rend l'**utilisateur** passible d'une amende dans les cas de récidive, tout déclenchement plus de trois (3) fois par période de douze (12) mois, pour cause de défectuosité ou pour de mauvais fonctionnements ou de mauvaises utilisations.

**ARTICLE 9.1.6. INFRACTION EN CAS DE RÉCIDIVE**

**AMENDE**  
**1 000 \$ (personne physique)**  
**2 000 \$ (personne morale)**

Constitue une infraction et rend l'**utilisateur** passible d'une amende dans les cas de récidive, tout déclenchement plus de quatre (4) fois par période de douze (12) mois, pour cause de défectuosité ou pour de mauvais fonctionnements ou de mauvaises utilisations.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ARTICLE 9.1.7. INFRACTION EN CAS DE RÉCIDIVE**

**AMENDE**  
**2 000 \$ (personne physique)**  
**4 000 \$ (personne morale)**

Constitue une infraction et rend l'*utilisateur* passible d'une amende dans le cas de récidive, tout déclenchement plus de cinq (5) fois par période de douze (12) mois, pour cause de défectuosité ou pour de mauvais fonctionnements ou de mauvaises utilisations.

**ARTICLE 9.1.8. PRÉSUMPTION**

Le déclenchement d'un système d'alarme est présumé, en l'absence de preuve contraire, être pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnements ou de mauvaises utilisations lorsqu'aucune preuve ou trace d'un intrus, ou de la commission d'une infraction n'est constatée sur les lieux protégés lors de l'arrivée de l'*agent de la paix*, ou du *fonctionnaire désigné*.

**ARTICLE 9.1.9. INSPECTION**

Les *agents de la paix et fonctionnaires désignés*, à la suite d'un déclenchement, sont autorisés à visiter et à examiner tout lieu protégé, et tout utilisateur d'un système d'alarme doit les recevoir, les laisser pénétrer relativement à l'exécution du présent règlement.

---

**CHAPITRE 10. EAU POTABLE**

---

Ce chapitre n'abroge pas tout règlement adopté par la *Municipalité* en ce qui concerne l'utilisation de l'eau potable.

**ARTICLE 10.1.1. SÉCHERESSE OU MESURES D'URGENCE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Le *fonctionnaire désigné* de la *Municipalité* a l'autorité nécessaire pour aviser la population par un avis, une directive écrite ou tout autre moyen qu'il jugera efficace, aviser les *personnes* concernées d'une sécheresse, d'une urgence, d'un bri majeur de conduite d'aqueduc ou pour permettre le remplissage des réservoirs.

Lorsqu'un tel avis est donné, il est interdit d'arroser ou d'utiliser l'eau extérieure jusqu'à ce qu'une directive contraire émise par le *fonctionnaire désigné de la municipalité* soit donnée.

**ARTICLE 10.1.2. RUISSELAGE DE L'EAU**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit à toute *personne* d'utiliser de façon délibérée un équipement d'arrosage de façon telle que l'eau s'écoule dans la rue ou sur les propriétés voisines.

**ARTICLE 10.1.3. FONTE DE NEIGE**

**AMENDE**  
**300 \$**

Il est interdit de faire fondre la neige ou la glace sur un terrain privé ou public par l'utilisation d'eau potable du réseau municipal d'aqueduc.

---

**CHAPITRE 11. DISPOSITIONS RELATIVES AUX INFRACTIONS, AMENDES ET PÉNALITÉS**

---

**ARTICLE 11.1.1. INFRACTIONS ET AMENDES**

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible en plus des frais des amendes suivantes :



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

- L'amende minimale apparaît dans la marge de droite de l'article concerné pour la personne physique;
- Les amendes doublent si l'infraction est commise par une **personne** morale;
- En cas de récidive, les montants indiqués aux alinéas précédents doublent sauf si autrement prévu par le présent règlement.

**ARTICLE 11.1.2. PÉNALITÉ**

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction.

**CHAPITRE 12. ABROGATION ET MISE EN VIGUEUR**

---

**ARTICLE 12.1.1. ABROGATION**

Le présent règlement abroge, conformément à la loi, tous les règlements, amendements modifiant ces règlements et dispositions réglementaire en vigueur visant le même objet.

**ARTICLE 12.1.2. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

DÉPOSÉ À SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER,  
CE 29 AVRIL 2019.

---

MAIRE

---

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ET GREFFIER

**PARCS ET BÂTIMENTS**

214-2019

**AUTORISATION DE TRAVAUX : ALLÉES DE PÉTANQUE INTÉRIEURE MAISON DES AÎNÉS**

**ATTENDU** la demande d'autorisation déposée par la présidente du Club de l'âge d'or concernant le réaménagement des allées de pétanque intérieure;

**ATTENDU** que le protocole pour l'utilisation de la Maison des Aînés par le Club de l'âge d'or stipule, à l'article 8.4, qu'une approbation du conseil municipal est nécessaire pour tous travaux de rénovation, d'aménagement et d'amélioration du bâtiment;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** d'autoriser les travaux pour le remplacement du tapis des allées de pétanque intérieure à la Maison des Aînés.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** de mandater le chef de division Parcs et Bâtiments, monsieur Steve Rochette, pour effectuer le suivi et la surveillance des travaux.

**ADOPTÉE**

215-2019

**APPROUVER UNE DIRECTIVE DE CHANGEMENT : RÉFECTION DE LA TOITURE DU GARAGE MUNICIPAL**

**ATTENDU** que ce conseil a accordé un contrat à la compagnie Action Estimation inc.





VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

pour effectuer des travaux de réfection de la toiture du garage municipal;

**ATTENDU** qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux supplémentaires;

**ATTENDU** que ces travaux sont présentés à la directive de changement A-DC-05 préparée par monsieur Gilles Laflamme, architecte;

**ATTENDU** le coût soumis par l'entrepreneur pour réaliser ces travaux;

**ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur des Services techniques et directeur général adjoint Martin Careau, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** d'approuver la directive de changement A-DC-05 à un coût de 6 264,63 \$, plus taxes.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'approprier la somme nécessaire du règlement numéro 1158-2011.

**ADOPTÉE**

216-2019

**MANDATER DEUX FIRMES POUR LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS :  
AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE DE CONSEIL PERMANENTE ET DES BUREAUX  
DU SERVICE DES SPORTS, LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE**

**ATTENDU** le projet de règlement décrétant une dépense et un emprunt de 262 500 \$ pour l'aménagement d'une salle de conseil permanente et des bureaux du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire;

**ATTENDU** qu'il y a lieu de mandater une firme en architecture et une en mécanique/électricité pour la préparation des plans et devis du projet et la gestion de l'appel d'offres;

**ATTENDU** que le conseil peut approprier un maximum de 5 % du montant du règlement, avant l'entrée en vigueur de ce dernier, pour mandater les firmes nécessaires à la préparation du projet;

**ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur des Services techniques et directeur général adjoint Martin Careau, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** de mandater la firme Gilles Laflamme architecte inc. pour la préparation des plans et devis et la gestion de l'appel d'offres en architecture du projet d'aménagement d'une salle de conseil permanente et des bureaux du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire au Centre socioculturel Anne-Hébert. Le coût du mandat est établi à 5 000 \$, plus taxes, conformément à la proposition de service transmise par monsieur Gilles Laflamme, architecte, en date du 15 novembre 2018.

**IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU** de mandater la firme RD Technologies inc. pour la préparation des plans et devis et la gestion de l'appel d'offres en mécanique/électricité. Le coût du mandat est établi à 5 500 \$, plus taxes, conformément à la proposition de service et au courriel transmis par monsieur Raynald Dickner, ingénieur, en date du 23 avril 2019.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'imputer la dépense à l'excédent de fonctionnement non affecté. Ce montant pourra être remboursé par le règlement décrétant la réalisation des travaux.

**ADOPTÉE**

217-2019

**AUTORISATION DE DÉPENSES : AJOUT D'UNE INSTALLATION ÉLECTRIQUE AU  
PARC DU GRAND-HÉRON**

**ATTENDU** que le secteur du Parc du Grand-Héron, qui comprend les terrains de tennis et le terrain de balle, est déficient en installation électrique;



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**ATTENDU** que la réfection des terrains de tennis et l'augmentation de l'utilisation du terrain de balle génèrent des besoins en alimentation électrique;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** d'autoriser une dépense de 1 795,00 \$, plus taxes, pour l'ajout d'une installation électrique, de type Cam lock, au Parc du Grand-Héron.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'approprier la dépense du fonds de parcs et terrains de jeux.

**ADOPTÉE**

218-2019

**AUTORISATION DE TRAVAUX : OUVERTURE ENTRE LES SALLES UN HABIT DE LUMIÈRE ET LE PREMIER JARDIN, POUR AGRANDIR L'ESPACE DÉDIÉ AU CERCLE DE FERMIERES.**

**ATTENDU** que le local actuel du Cercle de Fermières est occupé à pleine capacité et que les besoins sont de plus en plus grandissants;

**ATTENDU** la demande des membres du conseil d'administration du Cercle de Fermières pour l'agrandissement de l'espace qui est occupé dans le Centre socioculturel Anne-Hébert;

**ATTENDU** que le futur déménagement du bureau des adjointes administratives, du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire, libérera un local;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Nathalie Laprade  
**ET RÉSOLU** d'autoriser des travaux, qui seront effectués à l'interne, pour un montant de 1 600,00 \$, plus taxes. Les travaux ont pour but d'agrandir l'espace dédié au Cercle de Fermières au Centre socioculturel Anne-Hébert, en pratiquant une ouverture entre les salles *Un Habit de lumière* et *Le Premier Jardin*.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'approprier la dépense de l'excédent de fonctionnement non affecté.

**ADOPTÉE**

**SÉCURITÉ PUBLIQUE**

219-2019

**AUTORISATION DE SIGNATURE : ENTENTE INTERMUNICIPALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CIVILE**

**ATTENDU** que les villes de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Fossambault-sur-le-Lac et Lac-Saint-Joseph désirent se prévaloir des articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* pour conclure une entente relativement à l'établissement d'un plan d'aide lié au processus de sécurité civile;

**ATTENDU** que l'entente est d'une durée d'un an et se renouvelle automatiquement par période successive d'un an, selon les termes de l'entente intermunicipale;

**ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur général et greffier Marcel Grenier, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Sylvain Ferland  
**ET RÉSOLU** d'autoriser monsieur le maire Pierre Dolbec et monsieur le directeur général et greffier Marcel Grenier à signer l'entente intermunicipale en matière de sécurité civile intervenue entre les villes de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Fossambault-sur-le-Lac et Lac-Saint-Joseph.

**ADOPTÉE**



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

220-2019

**AUTORISATION D'EMBAUCHE : PRÉVENTIONNISTE POMPIER-PREMIER RÉPONDANT - CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE**

**ATTENDU** la démission du préventionniste-premier répondant et gestion de risques à temps plein;

**ATTENDU** l'affichage interne d'un poste de préventionniste pompier-premier répondant à durée déterminée de six mois;

**ATTENDU** qu'une candidature a été reçue suite à l'affichage du poste;

**ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur du Service de protection contre les incendies Martin Lavoie, en date du 17 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Sylvain Ferland

**ET RÉSOLU** d'autoriser l'embauche de monsieur Mathieu Ouellet à titre de préventionniste pompier-premier répondant pour le Service de protection contre les incendies pour un contrat d'une durée de six mois, de 15 à 40 heures par semaine, réparties du lundi au dimanche, de jour et de soir, incluant de la garde externe, et ce, à partir du 1er mai 2019, avec possibilité de prolongation.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'allouer une période probatoire de trois mois.

**IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU** de rémunérer Monsieur Ouellet au taux horaire intervention pompiers du contrat de travail des pompiers-premiers répondants à temps partiel (Taux horaire qui sera indexé à la signature du Contrat de travail pompiers-premiers répondants à temps partiel).

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'approprier la somme de 23 108,80 \$ du poste budgétaire 02-220-25-141, après un transfert de 18 656,21 \$ du poste budgétaire 02-230-01-141 et de 5 122,87 \$ du poste budgétaire 02-220-10-141.

**ADOPTÉE**

**SPORTS, LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE**

221-2019

**AUTORISATION D'AFFICHAGE : SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'ÉCOLOGIE DE LA JACQUES-CARTIER**

**ATTENDU** que, le 25 mai 2019, la Société d'horticulture et d'écologie de la Jacques-Cartier tiendra son marché horticole au Parc du Grand-Héron;

**ATTENDU** la demande d'autorisation d'affichage adressée à la Ville par la présidente de l'organisme pour la journée de l'événement;

**ATTENDU** que trois emplacements ont été ciblés pour l'installation de pancartes de 3 pieds par 4 pieds;

**ATTENDU** le courriel du service d'urbanisme confirmant que cet affichage respecte les normes en vigueur;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron

**ET RÉSOLU** d'autoriser l'affichage de la publicité du marché horticole, sur les terrains de la Ville, uniquement la journée de l'événement, soit le 25 mai 2019, aux endroits suivants :

- Terrain côté nord de l'intersection de la rue Rouleau et de la route de Fossambault;
- Terrain des Services techniques, coin des rues Rouleau et Louis-Jolliet;
- Entrée du Pavillon Desjardins.

**II EST DE PLUS RÉSOLU** d'informer la Société d'horticulture et d'écologie de la Jacques-Cartier qu'elle est responsable de l'installation et du ramassage de l'affichage.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**IL EST EGALEMENT RÉSOLU** que la Société d'horticulture et d'écologie de la Jacques-Cartier soit avisée que l'autorisation d'affichage est exceptionnellement accordée. L'organisme devra, à l'avenir, utiliser l'affiche électronique de la Ville pour publiciser ses activités.

**ADOPTÉE**

222-2019

**AUTORISATION D'UTILISATION GRATUITE DU PARC DU GRAND-HÉRON : DÉFI DES HÉROS DE LA FONDATION RÊVES D'ENFANTS**

**ATTENDU** qu'une demande a été adressée à la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier afin d'obtenir une autorisation d'utilisation gratuite du Parc du Grand-Héron, de la part de la Fondation Rêves d'enfants;

**ATTENDU** que la Fondation Rêves d'enfants est une organisation de bienfaisance reconnue et enregistrée comme telle;

**ATTENDU** que les objectifs de la Fondation Rêves d'enfants correspondent à ceux de la Politique des familles et des aînés;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** d'autoriser la Fondation Rêves d'enfants à utiliser gratuitement le Parc du Grand-Héron et ses installations pour le déroulement du Défi des héros, le 27 septembre 2019.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** de désigner le Service sports, loisirs, culture et vie communautaire comme contact auprès de la Fondation Rêves d'enfants.

**IL EST FINALEMENT RÉSOLU** d'autoriser la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois à signer le contrat de location des plateaux d'activités avec la Fondation Rêves d'enfants.

**ADOPTÉE**

223-2019

**AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTION : PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHÈQUES AUTONOMES 2019-2020 DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**ATTENDU** que l'appel de projets dans le cadre du Programme de développement des collections des bibliothèques publiques autonomes 2019-2020 a lieu du 8 avril au 17 mai 2019;

**ATTENDU** qu'une résolution du conseil municipal doit accompagner la demande de subvention;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** d'autoriser la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire, madame Lise Langlois, à soumettre, au ministère de la Culture et des Communications, une demande de subvention dans le cadre du Programme de développement des collections des bibliothèques publiques autonomes 2019-2020.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** de nommer la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire, madame Lise Langlois, mandataire pour la signature du protocole et le suivi de la subvention.



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU** que, par cette résolution, la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier confirme son engagement à payer sa part des coûts admissibles selon les critères du programme et à autofinancer la totalité du projet pour un montant de 44 630,00 \$.

**ADOPTÉE**

224-2019

**AMENDEMENT DE LA RÉSOLUTION NUMÉRO 168-2019 : AUTORISATION DE DÉPENSE POUR LA FÊTE NATIONALE 2019**

**ATTENDU** la résolution numéro 168-2019 adoptée à la séance du 25 mars 2019 concernant le projet : Autorisation de dépense pour la Fête nationale 2019;

**ATTENDU** qu'il est nécessaire d'amender la résolution numéro 168-2019 puisque le poste budgétaire « 02-701-90-447 » doit être remplacé par le poste budgétaire « 02-702-90-447 »;

**ATTENDU** le rapport de madame la greffière adjointe Isabelle Bernier, en date du 17 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron

**ET RÉSOLU** d'amender la résolution numéro 168-2019 pour changer le poste budgétaire « 02-701-90-447 » pour le poste budgétaire « 02-702-90-447 ».

**ADOPTÉE**

225-2019

**AUTORISATION D'ACHAT : CABANON POUR LES ÉVÉNEMENTS**

**ATTENDU** que la Ville recherche une solution d'entreposage pour le matériel du Marché public, directement sur le site;

**ATTENDU** la proposition de madame Danièle Cloutier à l'effet de vendre à la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier un cabanon en bois pour les événements;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron

**ET RÉSOLU** d'autoriser le paiement, à madame Danièle Cloutier, d'un montant de 1 300,00 \$, plus taxes, pour l'achat d'un cabanon pour les événements.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'approprier la dépense du fonds de roulement, remboursable sur cinq ans.

**ADOPTÉE**

226-2019

**LIBÉRATION DE LA RETENUE ET PAIEMENT FINAL À LA COMPAGNIE JAMBETTE : JEUX DU PARC DU GRAND-HÉRON**

**ATTENDU** le contrat à la Compagnie Jambette pour l'achat et l'installation de modules de jeux dans le parc du Grand-Héron;

**ATTENDU** la retenue spéciale effectuée dans l'attente d'un correctif de la part de cette compagnie;

**ATTENDU** que le correctif a été effectué à la satisfaction de la Ville;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 24 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron

**ET RÉSOLU** d'autoriser la libération de la retenue et le paiement final à la Compagnie Jambette, au montant de 17 935,87 \$, taxes incluses, pour le projet de modules de jeux dans le parc du Grand-Héron.

**ADOPTÉE**



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

227-2019

**ENTÉRINEMENT D'UN ENGAGEMENT : PRÉPOSÉE À L'ACCÈS AUX LOCAUX**

**ATTENDU** que les besoins en surveillance ont considérablement augmenté au cours des dernières années;

**ATTENDU** que, depuis quelque temps, le nombre de préposés à l'accès aux locaux est insuffisant;

**ATTENDU** que cela occasionne de nombreuses heures de remplacement de la part du responsable des préposés à l'accès aux locaux;

**ATTENDU** que pour remédier à la situation, il était devenu nécessaire de procéder à l'embauche d'un employé pour ce poste;

**ATTENDU** qu'une préposée à la billetterie du Parc de glisse du Grand-Héron a manifesté son intérêt pour le poste;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** d'entériner l'engagement de madame Hélène Tremblay comme employée occasionnelle à temps partiel, au poste de préposée à l'accès aux locaux.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** de rémunérer madame Tremblay à l'échelon 2 de la grille salariale des employés occasionnels pour ce poste.

**ADOPTÉE**

228-2019

**RECONNAISSANCE D'UN ORGANISME : LIGUE DE QUILLES SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER**

**ATTENDU** que la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes établit les critères pour la reconnaissance du statut des organismes sur le territoire;

**ATTENDU** la demande de reconnaissance déposée par la Ligue de quilles Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier;

**ATTENDU** que l'analyse de cette demande démontre que les critères obligatoires sont respectés;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 9 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** de reconnaître la Ligue de quilles Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier en tant qu'organisme affilié, selon les critères de la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes.

**ADOPTÉE**

229-2019

**REJET DE SOUMISSIONS : RÉFECTION DES TERRAINS DE TENNIS**

**ATTENDU** l'appel d'offres lancé dans le cadre du projet de réfection des terrains de tennis;

**ATTENDU** que les deux soumissions reçues sont non conformes;

**ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** que ce conseil rejette les soumissions de Terrassements Jopat inc. et de Les Surfaces Sécuritaires Carpell inc. pour non-conformité.

**ADOPTÉE**



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

- 230-2019**      **AUTORISATION DU PAIEMENT NUMÉRO 2 : OEUVRE D'ART BIBLIOTHÈQUE**
- ATTENDU** la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics;
- ATTENDU** le contrat octroyé à l'artiste madame Luce Pelletier pour la réalisation d'une œuvre sculpturale pour la bibliothèque Anne-Hébert;
- ATTENDU** le rapport d'étape présenté par Madame Pelletier;
- ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 24 avril 2019;
- IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** d'autoriser le paiement numéro 2 à madame Luce Pelletier pour la réalisation de l'œuvre d'art pour la bibliothèque Anne-Hébert, pour un montant de 6 242,66 \$, plus taxes.
- IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'imputer la dépense au projet 2014-1242.
- ADOPTÉE**
- 
- 231-2019**      **AUTORISATION DEMANDE DE SUBVENTION : FONDS DE SOUTIEN AUX MARCHÉS PUBLICS DE LA MRC DE LA JACQUES-CARTIER**
- ATTENDU** que le projet de Marché public, de l'été 2018, a connu un vif succès;
- ATTENDU** que, par conséquent, il y aura une édition 2019, du 21 juillet au 29 septembre;
- ATTENDU** que la période de dépôt pour les demandes de subvention à la MRC de La Jacques-Cartier, dans le cadre du Fonds de soutien aux marchés publics, est présentement en cours;
- ATTENDU** le rapport de madame la directrice du Service sports, loisirs, culture et vie communautaire Lise Langlois, en date du 23 avril 2019;
- IL EST PROPOSÉ** par madame la conseillère Josée Lampron  
**ET RÉSOLU** d'autoriser monsieur Éric Gingras, technicien en loisir, à déposer une demande de subvention à la MRC de La Jacques-Cartier, dans le cadre du Fonds de soutien aux marchés publics.
- IL EST DE PLUS RÉSOLU** de nommer monsieur Éric Gingras, technicien en loisir, comme signataire de tous les documents et contrats inhérents au Marché public.
- ADOPTÉE**

**TRANSPORT**

- 232-2019**      **MANDATER UN LABORATOIRE POUR EFFECTUER LE CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX : RÉFECTION DE LA ROUTE DE LA JACQUES-CARTIER ET DE LA RUE VANIER**
- ATTENDU** le règlement numéro 1432-2018 décrétant les travaux de réfection de la route de la Jacques-Cartier et de la rue Vanier;
- ATTENDU** qu'il y a lieu de mandater un laboratoire pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux;
- ATTENDU** qu'un appel d'offres public a été tenu et que quatre propositions ont été reçues;
- ATTENDU** le rapport du comité de sélection;
- ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur des Services techniques et directeur général adjoint Martin Careau, en date du 17 avril 2019;



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Sylvain Ferland  
**ET RÉSOLU** de mandater Laboratoires d'Expertises de Québec ltée pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux du projet de réfection de la route de la Jacques-Cartier et de la rue Vanier;

Il s'agit d'un contrat à prix unitaire, selon la soumission déposée, dont le coût est établi à 90 469,23 \$, incluant les taxes.

Le contrat est composé de l'avis d'appel d'offres, du devis, de l'addenda numéro 1 et de la proposition de service transmise par Laboratoires d'Expertises de Québec ltée.

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** de retourner l'enveloppe de prix, sans qu'elle ait été ouverte, au soumissionnaire n'ayant pas obtenu la note de passage lors de l'évaluation des propositions par le comité de sélection.

**IL EST FINALEMENT RÉSOLU** d'imputer la dépense au règlement numéro 1432-2018, sous-projet 02.

**ADOPTÉE**

233-2019

**RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX : TRAVAUX DE PAVAGE 2017**

**ATTENDU** que le compagnie PAVCO a procédé à des travaux de pavage à l'automne 2017;

**ATTENDU** que le devis prévoyait que les travaux seraient reçus définitivement douze mois après leur réception provisoire;

**ATTENDU** que le délai est écoulé;

**ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur des Services techniques et directeur général adjoint Martin Careau, en date du 24 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Sylvain Ferland

**ET RÉSOLU** de procéder à la réception définitive des travaux de pavage réalisés par la compagnie PAVCO à l'automne 2017;

**II EST ÉGALEMENT RÉSOLU** d'autoriser la libération de la retenue contractuelle au montant de 8 093,80 \$ et d'autoriser le paiement à l'entrepreneur;

**IL EST DE PLUS RÉSOLU** d'imputer la dépense au poste budgétaire 55-136-00-001.

**ADOPTÉE**

**AVIS DE MOTION CONCERNANT UN RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU STATIONNEMENT NUMÉRO 891-2003 DE FAÇON À AJOUTER LES INTERDICTIONS DE DÉPLACER UNE SIGNALISATION TEMPORAIRE ET INTERDIRE LE STATIONNEMENT LORSQU'UNE SIGNALISATION TEMPORAIRE L'INDIQUE**

Monsieur le conseiller Sylvain Ferland donne avis de la présentation à une séance ultérieure d'un règlement amendant le règlement numéro 891-2003 relatif au stationnement de façon à ajouter les interdictions de déplacer une signalisation temporaire et interdire le stationnement lorsqu'une signalisation temporaire l'indique.

**DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ : PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT AUX FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT RELATIF AU STATIONNEMENT NUMÉRO 891-2003 DE FAÇON À AJOUTER LES INTERDICTIONS DE DÉPLACER UNE SIGNALISATION TEMPORAIRE ET INTERDIRE LE STATIONNEMENT LORSQU'UNE SIGNALISATION TEMPORAIRE L'INDIQUE**

Monsieur le conseiller Sylvain Ferland dépose le projet de règlement intitulé : Premier





VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

projet de règlement aux fins de modifier le règlement relatif au stationnement numéro 891-2003 de façon à ajouter les interdictions de déplacer une signalisation temporaire et interdire le stationnement lorsqu'une signalisation temporaire l'indique.

**Projet de règlement numéro APR-148-2019**

**ARTICLE 1** Le présent projet de règlement est intitulé :

PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO APR-148-2019 AUX  
FINS DE MODIFIER LE RÈGLEMENT RELATIF AU  
STATIONNEMENT NUMÉRO 891-2003 DE FAÇON À :

- Ajouter l'interdiction de déplacer une signalisation temporaire;
- Ajouter l'interdiction de stationnement lorsqu'une signalisation temporaire l'indique.

**ARTICLE 2** L'article 14 est ajouté à la suite de l'article 13 et se lit de la façon suivante. La numérotation suivante est ajustée en conséquence :

« Article 14. – **Interdiction de déplacer une signalisation temporaire**  
Nul ne peut déplacer une signalisation temporaire  
installée par la municipalité. »

**ARTICLE 3** L'annexe « A » de l'article 2 est modifiée en ajoutant le paragraphe 34 à la suite du paragraphe 33 :

« 34- En tout temps du côté de la rue où une signalisation temporaire l'indique. »

**ARTICLE 4** Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER  
CE 29<sup>E</sup> JOUR DU MOIS D'AVRIL DEUX MILLE DIX-NEUF

\_\_\_\_\_  
MAIRE

\_\_\_\_\_  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ET GREFFIER

234-2019

**AUTORISATION DE DÉPENSES : RÉPARATION DU TRACTEUR NEW HOLLAND**

**ATTENDU** qu'il y a lieu de changer le vérin de levage du tracteur New Holland;

**ATTENDU** qu'il y a également lieu de réparer la barrure du différentiel des 4 roues motrices;

**ATTENDU** les deux soumissions de Avantis Coopérative datées du 8 avril 2019 et du 23 avril 2019;

**ATTENDU** le rapport de monsieur le directeur adjoint aux Travaux publics Pierre Roy, en date du 23 avril 2019;

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Sylvain Ferland

**ET RÉSOLU** d'autoriser une dépense de 8 888,71 \$, plus taxes, pour le changement du vérin de levage et la réparation de la barrure du différentiel des 4 roues motrices du tracteur New Holland.

**IL EST AUSSI RÉSOLU** d'imputer la dépense au poste 02-330-00-525.

**ADOPTÉE**



VILLE DE  
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU 29 AVRIL 2019

---

**LECTURE DU CERTIFICAT DES PERSONNES HABLES À VOTER : RÈGLEMENT  
NUMÉRO 1460-2019 DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE 1 100 000 \$  
POUR L'ACHAT DE MACHINERIE ET D'ÉQUIPEMENT POUR LES TRAVAUX  
PUBLICS DE LA VILLE DE SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER**

La greffière adjointe, madame Isabelle Bernier donne lecture du certificat d'enregistrement émis à la suite de la tenue d'un registre aux fins de recevoir la signature des personnes demandant que le Règlement numéro 1460-2019 décrétant une dépense et un emprunt de 1 100 000 \$ pour l'achat de machinerie et d'équipement pour les Travaux publics de la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier fasse l'objet d'un scrutin référendaire.

- le nombre de personnes habiles à voter sur le règlement numéro 1460-2019 est de 5 696;
- le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu est de 581;
- il n'y a eu aucune signature au registre.

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Conformément à l'article 322 de la *Loi sur les cités et les villes*, cette séance du conseil comprend une période de questions au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du conseil.

235-2019

**CLÔTURE DE LA SÉANCE**

**IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Claude Phaneuf  
**ET RÉSOLU** de clore la séance d'avril.

L'assemblée est levée à 20 h 22.

**ADOPTÉE**

\_\_\_\_\_  
MAIRE

\_\_\_\_\_  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ET GREFFIER